Vol. 7 • No. 20 • Du 27 Novembre au 3 Decembre 2013
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

D'UN SIT-IN À UNE GRANDE MANIF DEVANT L'AMBASSADE U.S.

Voir page 4

Le 25 octobre 2010, Fanmi Lavalas avait organisé un sit-in d'une centaine de personnes devant l'ambassade américaine pour réclamer le retour de son leader. La coordonnatrice Maryse Narcisse y était. Alors ?

PARLEMENT : SESSION EXTRAORDINAIRE POUR RATIFIER LA LOI ÉLECTORALE !



Voir page 4

Le vendredi 22 novembre dernier, au cours de la session extraordinaire le Président du Sénat et de l'Assemblée Nationale, le Sénateur Dieuseul Simon Desras, a délivré un discours aux parlementaires et à la nation qui montre clairement les différents écarts existant entre l'Exécutif et le Législatif.









HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le symbolisme Dessalinien !

Par Berthony Dupont

Les classes dominantes haïtiennes et étrangères ont, depuis le 17 Octobre 1806, tout fait, tout ce qu'elles pouvaient faire afin d'empêcher que le peuple haïtien ne s'identifie au rêve du fondateur de sa nation, le leader révolutionnaire, Jean-Jacques Dessalines. Mais c'est déjà une grande victoire de savoir que ce peuple est animé du grand courage de vouloir manifester, pacifiquement, devant l'ambassade étoilée, son ras-le-bol d'un chef d'Etat honni, vomi par la bête washingtonienne.

Victime d'un ostracisme total, cible de la haine viscérale d'une classe d'hommes, Dessalines, celui qui a symbolisé la dignité de l'homme haïtien, dans des actes concrets, a su tracer les idéaux pour toutes les générations à venir. Il n'a jamais été bien vu ni bien accueilli par les classes possédantes, du fait qu'il représentait la volonté populaire et qu'il fut l'instrument de la transformation des structures et des mentalités, et de la formation de cadres révolutionnaires dynamiques et engagés.

Il ne sied pas d'avoir la mémoire courte. Rappelons nous. Oui, rappelons nous que depuis le 17 octobre 1806, un rideau de silence est tombé sur le pays. C'est la date de la rupture. Rupture entre l'idéal dessalinien fort d'un projet social au profit de la majorité populaire, et un autre fait d'exclusion, d'antipatriotisme et d'exploitation sociale d'une classe majoritaire par une autre minoritaire. Le nom de Dessalines aurait dû être éternellement lié au vécu du peuple haïtien, vu le sacrifice suprême qu'il a su consentir pour la liberté de ce peuple. Pourtant, après son assassinat, il a fallu attendre 40 ans pour qu'on puisse enfin prononcer son nom sans être l'objet de vindicte. En effet, celui qui fonda la patrie commune et qui libéra son peuple du joug de l'esclavage fut banni dans son propre pays.

Dessalines devrait symboliser l'unité du peuple haïtien soumis au colonialisme et à la violence du néocolonialisme. Pourtant, les forces obscures de l'anti-changement n'ont rien fait pour promouvoir son nom, ses idéaux. Elles ne l'ont pas fait, c'était juste pour nous empêcher de marcher sur les traces du Grand Libérateur. L'élite intellectuelle haïtienne non seulement le calomnia, mais en outre le jeta dans les poubelles de l'anonymat de sorte qu'il fût oublié à jamais et qu'on ne sût jamais de ses grandes qualités de meneur et d'organisateur.

Ce fut un vaste complot savamment orchestré contre le peuple et la souveraineté nationale. Cette opération diaboliquement conçue devait répondre à un double objectif : d'une part discréditer Dessalines, le dénigrer en le présentant comme un homme cruel, un sauvage, un assassin buveur de sang et mangeur d'hommes, rien que pour l'empêcher d'être un flambeau aux yeux des fils de la patrie ; et d'autre part l'écarter définitivement de l'arène politique comme quoi nous serions un peuple sans modèle, sans repère, sans histoire et sans symbole historique.

Les classes dominantes haïtiennes et étrangères se sont employées de longue date à maintenir le peuple isolé de tous les courants et enseignements patriotiques et révolutionnaires de nos ancêtres. A l'école on ne nous a pas appris à aimer notre pays, à regarder nos ancêtres comme des apôtres du changement et de la liberté des peuples.

Jusqu'à aujourd'hui, les pressions et ingérences des exploiteurs continuent de se manifester dans le pays. L'élite haïtienne mentalement colonisée, inféodée aux capitalistes étrangers continue son objectif de réduire la capacité du peuple haïtien à s'unir pour la défense de ses propres intérêts. Cette absence d'identification avec nos ancêtres qui faisait défaut dans le passé commence quant à présent à naître dans les esprits populaires, prendre une nouvelle vie, une nouvelle forme, un nouveau visage de lutte en train de se développer après de nombreuses et sombres années de léthargie politique.

Du fait de ses origines sociales, le peuple haïtien, même opprimé a toujours manifesté une sensibilité particulière à l'égard des aspirations profondes et des revendications légitimes de Dessalines. Mais il a fallu du temps pour combattre les forces du mal et retourner à la source ancestrale. C'est autour de ce mouvement Dessalinien que se cristallise à l'heure actuelle le noyau moteur du futur de la lutte pour les changements nécessaires en faveur du peuple haïtien. C'est une évidence historique que nous devons applaudir et aider à s'épanouir. Qui compte le contrecarrer, l'empêcher de se manifester n'est pas fils de Dessalines et n'a pas de sang Dessalinien dans ses veines.

Et c'est dans la transparence de cette optique politique que nous devrions comprendre le grand sursaut actuel du peuple haïtien qui veut rattacher sa lutte à celle de ses ancêtres révolutionnaires. L'objectif n'est autre que de faire émerger les revendications anti-esclavagistes et anticoloniales d'antan et de les actualiser dans le cadre de la lutte anti-impérialiste d'aujourd'hui.

Les slogans : « Dessalines va voir Pétion » ou « Dessalines va voir l'oncle Sam » qui ont secoué et fait peur aux classes bourgeoises collaboratrices des forces occidentales exploiteuses et leurs alliés ne sont ni creux ni vains. Ils reflètent la conjoncture politique et sociale du moment, rejetant non seulement l'occupation des Nations-Unies mais la présence des laquais de l'impérialisme, des trafiquants de drogue au pouvoir, travaillant pour une classe bien déterminée : celle des nantis.

Que le symbolisme Dessalinien qui anime l'esprit de la lutte du peuple haïtien pour le changement reste encore longtemps vivace dans nos cœurs pour nous apprendre à dire NON !

Non à la soumission et à l'assistance à vie !

Non aux aides qui nous maintiennent dans la misère et la mendicité !

Non à cette Haiti championne de la pauvreté !

Que des centaines de milliers de Dessalines gagnent donc les rues de Port-au-Prince pour se rendre à Tabarre, confronter le chef de file de l'impérialisme mondial dans cette grande manifestation annoncée pour le 29 novembre et dans d'autres encore pour les jours à venir !

Position du GARR par rapport à l'inacceptable arrêt TC/0168/13 de la cour constitutionnelle dominicaine

Une diplomatie active est nécessaire
Mais des faux pas doivent être évités

Ce 23 novembre 2013 marque le deuxième mois depuis que la cour constitutionnelle dominicaine a adopté l'arrêt TC/0168/13 relatif à la révision du système d'État civil dominicain. Cette décision, selon les instigateurs, cherchent à épurer le registre national et la liste électorale des soit disant cas d'obtention irrégulière de la nationalité à partir de l'année 1929. Cet acte raciste, discriminatoire et anti-démocratique, qui vise particulièrement les personnes d'ascendance haïtienne, a été condamnée par de nombreux pays, instances internationales, organisations de droits humains, syndicats, organisations de femmes etc., tant en Haiti, en République Dominicaine qu'un peu partout dans le monde. Il est considéré comme un précédent dangereux pour la région, pour les immigrants dans le monde et pour leurs familles.



Des Dominicains-es d'origine haïtienne victimes de la décision raciste de la Cour Constitutionnelle dominicaine

Malheureusement, au lieu d'écouter ces voix et de faire retrait de cette décision scandaleuse, les pouvoirs de l'Etat dominicain, à savoir l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire ont préféré y apporter leur soutien en assumant une décision judiciaire bourrée d'erreurs et en conflit avec les conventions internationales que la République Dominicaine a ratifiées. Le président dominicain, Danilo Medina, qui avait rencontré une délégation représentant les victimes de cette décision et qui s'était excusé d'une telle injustice, s'est vite rétracté et a décidé de faire corps avec le Tribunal Constitutionnel. Le législatif, à travers le président du sénat dominicain en a fait de même. Par ces positionnements des plus hautes instances des trois pouvoirs, c'est l'Etat dominicain dans son

Suite à la page (16)

La justice dominicaine condamne l'assassin d'un haïtien à la frontière

Le 16 Octobre 2013, la justice dominicaine a condamné à 10 ans de prison le sieur Anibal Encarnacion Encarnacion comme responsable de l'assassinat du jeune haïtien Erikes Pierre Carnacion. Le condamné doit aussi payer un million (1,000 000) de pesos dominicains à Dieutane Pierre, mère de la victime, comme dédommagement pour les torts causés à la famille, a appris le GARR.

L'audience s'était déroulée à Elias Piña le 9 octobre dernier et la sentence avait été prononcée le 16 octobre 2013. La mère du défunt était accompagnée au tribunal par son avocat, Maitre Dionicio Lorenzo Suero, et d'une juriste du GARR, Melle Louna François Chargée de la Promotion et de la Protection des Droits humains pour le Plateau Central.

Ce jugement avait été conduit par la magistrate titulaire dominicaine, Ligia Alfonsa Figuerero Beltre, assistée de Eduardo Valdez Piña et de Diogenes Ogando Ogando respectivement juges suppléant du Tribunal de paix de la municipalité de Comendador et intérimaire au Tribunal de paix de la municipalité de El Llano.

Erikes Pierre Carnacion, 22 ans, avait été lâchement abattu le 22 mars 2013 à Hondo Valle, municipalité de la province d'Elias Piña, République Dominicaine. Ce jeune ressortissant haïtien qui est originaire de Miguel, localité frontalière de la 2ème section communale de Savanette (Centre), participait à une festivité de Rara organisée à Hondo Valle.

La famille de la victime avait sollicité assistance légale auprès du GARR qui l'a accompagnée depuis l'assassinat jusqu'au prononcé du verdict. Le Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS) avait aussi participé dans la documentation du cas de cet assassinat et l'avait dénoncé dans une note de presse.

Le GARR se félicite de la décision du Tribunal dominicain à Elias Piña qui a laissé triompher la justice. Il en profite pour lancer un appel aux autorités haïtiennes en vue de fournir un accompagnement juridique aux haïtiens de la frontière pour des cas qui sont entendus par-devant des tribunaux dominicains afin de garantir leur accès à la justice et le respect de leurs droits.

GARR 20 novembre 2013

Insécurité: Des bandits légaux sèment le deuil

La distribution d'armes aux bandits légaux dans les quartiers populeux pour essayer d'empêcher la population de se mobiliser contre le pouvoir tètkale de Martelly-Lamothe a augmenté les actes d'insécurité, de criminalité et de banditisme dans le pays. Chaque jour qui passe, des gens sont assassinés par balles par des bandits circulant à bord de motocyclettes à longueur de la journée. De paisibles citoyens de différents quartiers de la zone métropolitaine de la capitale, des gens qui fréquentent des succursales de banques, des voyageurs revenus de l'étranger ont été victimes d'actes d'insécurité. Parmi des dizaines de cas, on peut citer à titre d'illustration, l'assassinat de deux honnêtes citoyens à Cité Soleil, zone dite des Trois bébés, le jeudi soir 21 novembre aux environs de huit (8) heures. Les victimes répondant au nom de Jude Raymond, membre d'organisation de base de Fanmi Lavalas et un propriétaire d'une boutique, Jean Pierre Jean Inionel alias Tifrè dont


Le Pasteur Serléus Simon était président de l'Union Evangélique Baptiste d'Haïti (UEBH).

la femme est sortie grièvement blessée sous les balles des bandits. La population de Cité Soleil dénonce l'agent intérimaire de l'Exécutif de cette commune, Jean Ronald Coby qui a armé un groupe de bandits légaux pour terroriser les habitants du plus grand bidonville du pays.

Suite à la page (13)

Petit-Goâve : Importante saisie d'armes à feu, 10 armes de poing confisquées, 3 arrestations

Par Jackson Rateau

Dans la matinée du Jeudi 21 Novembre dernier, dans la localité de Baret, première section communale de Petit-Goâve, Route Nationale # 2, lors d'un check de routine opéré par l'Unité Spécialisée de la PNH, ont été confisquées 10 armes de poing, 3 individus complices dans le transport de ces armes ont été interpellés.

En effet, un camion Canter assurant le trajet Miragoâne / Port-Au-Prince intercepté à niveau de la dite localité (Baret) par les agents de la PNH, a été contraint à une vérification habituelle. Dans 3 sacs contenant du charbons de bois, les policiers ont découvert des armes de poing ainsi décrites : 5 pistolets de 9 mm, 2 de calibre 380, 2 de calibre 22 et un de calibre 38. Trois personnes, ont été arrêtées dans le cadre de cette affaire. Charles François, commissaire responsable du commissariat du Petit-Goâve a ainsi décrit la scène : « ...Comme vous pouvez constater, ce sont toutes des armes de poing dont 5 pistolets de 9 mm, 2 autres de 380, 2 de calibre 22 et un de calibre 38. Nous avons trouvé aussi à l'intérieur de ces sacs 320 cartouches. Nous avons procédé à l'arrestation de ces 3 individus dont William Dossous, 39 ans, originaire du Cap-Haitien, demeurant et domicilié à Delmas 19, Wilner Dossous, 29 ans, électricien, originaire du Cap-Haitien, aussi à Delmas 19 et Luc Willy, 45 ans...Ces complices, n'étant pas les principaux responsables du corps du délit, le dossier va être rapidement transmis au Parquet de Port-Au-Prince pour les suites légales ».

D'autre part, le même jeudi 21 Novembre 2013, un quidam répondant au nom de Donyson qui fut l'objet d'un mandat d'arrêt de la police de Port-Au-Prince, a été interpellé et écroué par la Brigade d'Intervention Motorisée (BIM) de la PNH.

Parlement : session extraordinaire pour ratifier la loi électorale !

Lors de l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement, convoquée par Martelly, le vendredi 22 novembre dernier, pour ratifier entre autres la loi électorale, le Président du Sénat et de l'Assemblée Nationale, le Sénateur Dieuseul Simon Desras, a délivré un discours aux parlementaires et à la nation qui montre clairement les différents écarts existant entre l'exécutif et le Législatif.

Pour l'histoire nous reproduisons in extenso ce discours de l'honorable Simon Dieuseul Desras à l'occasion de l'ouverture de la session extraordinaire en Assemblée nationale

Honorable Vice-Président de l'Assemblée nationale,
Honorables membres du Bureau,
Honorables collègues Députés et Sénateurs,
Mesdames, Messieurs les fonctionnaires parlementaires,
Mesdames, Messieurs, les membres du personnel du Parlement,
Distingués membres de la presse,
Honorables parlementaires,

Les temps actuels sont difficiles et menaçants pour chacun d'entre nous qui mène le combat pour la vie dans les multiples compartiments de l'activité sociale, économique et politique. Les rues de Port-au-Prince, du Cap-Haitien, des Cayes etc. sont agitées des soubresauts de l'action citoyenne grimpant à l'assaut des bastilles édifiées par un pouvoir qui a peur des droits et des libertés publiques. Des blessés et des morts sont restés sur le carreau après le passage de la cavalcade expéditionnaire à Vertières. Le message de réconfort et de condoléances n'est venu que du camp des démocrates, des militants victimes de la brutalité d'une garde prétorienne. Le parlement salue le courage du peuple revendicatif, appelle à soigner les blessés et à donner une sépulture aux morts.

Que leur mémoire attise le feu de notre conscience !

Honorables parlementaires,

C'est dans ce contexte que le Président de la République lance à Vertières son appel solennel à l'unité et au dialogue. On ne sait que penser de cet appel, quand dans ce même discours, saisi d'une frénésie guerrière, il cria : Aya ! Aya ! Devan devan nèt ! Que le sang des combattants tombés sous les balles assassines, ce 18 novembre 2013, fertilise les chemins où nous appellent la libération et le bonheur de la nation!

Honorables parlementaires, nos mandants des circonscriptions électorales et des départements géographiques ont besoin que les institutions républicaines les accompagnent, les protègent et les soutiennent dans les voies du droit.

Nous sommes réunis ce jourd'hui, en Assemblée nationale, pour répondre à une convocation à l'extraordinaire du Président de la République aux termes des articles 104, 105, 106, 107, 107-1 de la Constitution amendée. Nous allons nous pencher sur l'objet de la convocation et nous mettre au travail pour continuer à remplir les missions qui nous incombent. Mais nous ne manquerons pas dans cette conjoncture d'épreuves et de gestion partisane, inégale et litigieuse de l'Etat, d'entretenir l'Assemblée de questions d'intérêt général.

Honorables parlementaires de l'Assemblée nationale,

Ce n'est pas l'urgence qui motive cette convocation. C'est le vox populi, vox Dei qui crie dans les villes, dans les communes, dans les sections… Ce sont les foules qui déferlent montrant la porte au locataire du Palais national ; c'est l'étau qui se resserre autour d'un pouvoir sommé par les donneurs d'ordre de se conformer sans délai aux impératifs de la gouvernance démocratique ; c'est la recherche d'une trêve pour trouver de nouveaux stratagèmes et faire rebondir le projet dictatorial et personnel qui devient le refrain mal caché des discours du Président de la République.



Simon Dieuseul Desras
Président de l'Assemblée nationale

Pourtant, malgré les jongleries, les acrobaties, les dérobades, les parades de l'Exécutif présidentiel, il devra revenir au lieu du crime à savoir le champ des espoirs bafoués du peuple haïtien. C'est ce peuple souverain qui a rompu la relation de confiance dont se prévalait le Président de la République pour lui signifier les urgences incompressibles liées à son désarroi, à ses abjectes conditions de vie.

L'état de la situation du pays est désastreux. La faim sévit dans les campagnes et les quartiers pauvres. Les salaires sont modiques et les produits de consommation courante inaccessibles parce qu'importés à 70 %. La pression fiscale s'alourdit au détriment des contribuables sans que l'activité économique n'ait été relancée. Le chômage se maintient au taux vertigineux que nous connaissons et le pouvoir d'achat anémié du consommateur ne peut supporter les rigueurs de la cherté de la vie.

Les services publics sont défaillants au niveau des centres urbains et manquants dans les communes et sections. L'eau potable, l'assainissement, l'électricité, la protection civile, les soins sanitaires, les logements sociaux, le crédit agricole, etc. sont souvent à l'origine de manifestations orchestrées par les habitants ou les riverains de certaines zones contre les autorités de l'Etat central.

La politique gouvernementale en matière d'emploi est népotique et ouverte à ceux qui font allégeance au pouvoir en place. Les contrats sont attribués aux compagnies étrangères qui embauchent une main d'œuvre importée au détriment de la force de travail nationale. Le numéraire ne circule pas… Les hommes d'affaires au pouvoir gardent jalousement pour eux et leurs affidés tous les espaces générateurs de revenus. La misère de masse rend la situation des populations intolérable.

Les distributions de miettes dans le cadre des programmes d'assistanat qui infestent le champ de la protection sociale ne sont que des pratiques aliénantes pour grossir les rangs d'une clientèle à des fins électoralistes. Les distributions d'enveloppes chargées encouragent la mendicité et l'oisiveté en aval alors qu'elles justifient en amont des comportements illégaux, informels dans la gestion de fonds publics marquée du sceau de la corruption et de la gabegie.

D'un autre côté, les institutions étatiques sont bloquées ou fonctionnent au ralenti. Nombre d'entre elles ont failli à leur mission et, dans bien des cas, plongent les administrés dans des situations inacceptables. La justice n'est pas rendue à qui justice est due ; les prisons pourrissoirs ne sont pas vidées faute de juger les détenus ; les arriérés de salaire ne sont pas payés à nombre d'employés publics dont les enseignants ; la Cour des comptes et du contentieux administratif est bloquée par l'Exécutif présidentiel en transgression de la Constitution; le Barreau de Port-au-Prince appuyé par les barreaux frères observe une grève qui paralyse les tribunaux pour faire respecter les prérogatives des avocats et l'esprit du droit.

Le pays s'embrase. Toutes les catégories socioprofessionnelles manifestent leurs inquiétudes et dénoncent les institutions qui battent de l'aile. Les groupes de base, les partis politiques, les organisations de la société civile, les églises etc. ont réagi à leur manière, fustigeant la mauvaise gestion des dirigeants et appelé au dialogue et au respect de la Constitution et des lois.

Le tableau est sombre. Le pouvoir gesticule, il éructe, il tonitrue, il mesure sa marge de manœuvre…C'est la porte étroite. L'Exécutif ne peut se soustraire aux prescrits de la Constitution amendée ni se mettre à dos les autorités supranationales en refusant d'honorer la feuille de route de la gouvernance démocratique dont le point d'orgue est l'organisation des élections pour le renouvellement du personnel politique et la consolidation des institutions républicaines. La porte d'entrée de la bonne gouvernance est le baldaquin de l'Etat de droit.

L'Etat de droit, le petit fantôme de ce pouvoir atteint de logorrhée, est l'objet d'une propagande creuse et indécente. Les interventions du Palais national dans l'administration et la distribution de la justice ont donné lieu à des scandales mortifères. L'instrumentation maladroite et grossière de certains magistrats assis et debout à des fins déshonorantes et crapuleuses a définitivement jeté la justice en pâture à l'opinion publique et aux caricaturistes.

L'esprit d'obéir à la loi n'habite pas les autorités principales de l'Exécutif. Le Président de la République est en rébellion ouverte contre la Constitution et la loi. Des actes flagrants de violation des instruments juridiques, des principes démocratiques, des règles déontologiques, des balises normatives, sont à mettre au passif du chef de l'Etat.

Il a fait des nominations de juges en transgression de la loi ; il ignore avec arrogance les échéances électorales ; il s'oppose arbitrairement à l'élection des juges de la CSC/CA ; il violente le pouvoir législatif en refusant de promulguer et de publier les lois votées ; il arme des civils qui troublent l'ordre public ; il fait libérer des partisans coupables d'infractions criminelles (drogue, kidnapping, contrebande) ; il politise la police ; il pollue les mairies et en fait des repères de brigands ; il menace en permanence le Parlement et l'ordre constitutionnel et démocratique.

L'Etat de droit du Président de la République est une peau de chagrin. La corruption comme arme de gouvernement, de vassalisation des citoyens et citoyennes et d'enrichissement illicite a été dénoncée par les institutions d'Eglise, les organisations de la société civile et des droits humains. Les pratiques opaques, répréhensibles, immorales, de la présidence et du gouvernement, indexées par les observatoires moraux du pays et de l'international, ont éclaboussé les sommets de l'Etat et renvoyé au peuple une image de « débauche institutionnelle »… une activité que les dirigeants actuels ont largement pratiquée en d'autres temps et dans des secteurs bien identifiés.

Les marchés publics sont jugés encombrants et à l'origine des lenteurs qui inhibent les affaires. Ils sont éludés pour trahir la transparence et la concurrence loyale au bénéfice de la procédure de gré à gré facilitant l'attribution des contrats aux compagnies bien connues et le partage des profits entre petits copains : « Partibus factis sic locutus est leo » (Les parts étant faites, le lion parla ainsi). Le contrat de 48 millions US du fonds Petrocaribe établi en dehors des procédures régulières avec la compagnie « Smart Matic » est utilisé à des fins obscures et inavouables au lieu du renforcement de l'institution nationale responsable de l'identification (ONI).

Le Chef du gouvernement, les Ministres pour la plupart, confortés dans leur manipulation intéressée des deniers publics par des mandataires du peuple, tenants du pouvoir de contrôle, font flèche de tout bois. Le Premier Ministre a été incapable de rendre compte des fonds décaissés dans le cadre de l'état d'urgence ; le Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes s'est mouillé jusqu'au cou dans les fonds de passeport et les millions donnés en don à Haïti par l'Uruguay ; le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales n'a pas pu expliquer pourquoi des millions étaient encore dépensés pour « Katye pa m poze », un programme mort depuis belle lurette. L'exercice d'exécution du budget, de reddition de compte de l'utilisation de divers fonds tels Petrocaribe, le Fonds National d'Education, n'est plus un devoir constitutionnel pour les membres de ce gouvernement qui a d'ailleurs été chahuté par des Députés ulcérés par ces comportements dépourvus d'éthique, hors la loi et soutenus par la complicité feutrée de certains élus ayant perdu la boussole. Ce gouvernement responsable devant le Parlement s'est engagé dans la ligne dictatoriale, autoritaire et rebelle à la loi de la Présidence dont les objectifs demeurent le dévoiement et l'assujettissement du Parlement aux contre-valeurs de la politicaillerie opportuniste et veule.

L'harmonisation des pouvoirs, par la mise en œuvre du programme de collaboration en vigueur dans le régime mixte, est vouée aux gémonies au profit du culte de la force, du pouvoir de l'argent et des comportements tendancieux ; la liaison, la médiation, la facilitation, la négociation, le travail conjoint auraient permis d'impulser une gouvernance éclairante respectueuse des prescrits légaux, favorisant la satisfaction des revendications durables des populations en peine. La banalisation du pouvoir par de grands commis

Suite à la page (13)

D'un sit-in à une grande manif devant l'ambassade U.S



Le 25 octobre 2010, Maryse Narcisse de Fanmi Lavalas devant l'ambassade américaine pour réclamer le retour de Titid

«Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là !»

Victor Hugo

Par Pierre Quiroule

La décision d'une manifestation prévue pour le 29 novembre devant l'ambassade des Etats-Unis, à Tabarre, avait été prise principalement par l'organisation populaire de base FOPARK, de sensibilité politique prolavalassienne. Toutefois Fanmi Lavalas elle-même, de même que le groupe MOPOD ne s'étaient pas manifestés. Ils semblaient garder l'expectative. Vendredi dernier, Fanmi Lavalas a rompu le silence en lançant le mot d'ordre de simplement commémorer la mémoire des victimes du massacre à la ruelle Vaillant le 29 novembre 1987, plutôt que de manifester devant l'ambassade états-unienne. Pourtant, le 25 octobre 2010, Fanmi Lavalas avait organisé un sit-in d'une centaine de personnes devant l'ambassade américaine pour réclamer le retour de son leader. La coordonnatrice Maryse Narcisse y était. Alors *? Epi, epi, anyen*.

Tout de suite après, quelques groupes proches de Fanmi Lavalas dont le MOPAD ainsi que le MOPOD ont vite rejoint le choix de la ruelle Vaillant. Un choix suspect, d'autant que des rumeurs font état de coups de téléphone de l'ambassade états-unienne à Madame Aristide qui, bien entendu avait mission de relayer le message à son mari, l'ex-président Aristide. Ce dernier aurait ainsi calmé les ardeurs nationalistes et charlemagne-péraltistes de ses partisans, particulièrement des chefs de file des bases Lavalas, malgré les dénégations simplistes, niaiseuses et ridicules de André Fadot qui a voulu faire croire au micro de Radio Kiskeya, à l'émission «*Di m, m a di w*» de ce mardi 26 novembre : «*Prezidan Aristide pa gen anyen pou l wè ak sa*». Qui veut nous emmener en bateau ?

Nombre d'observateurs et de militants progressistes radicaux ont senti derrière ce soudain changement de cap la manifestation dévoyée de la main (lourde), ou mieux de la voix (insistante sinon menaçante) de l'Oncle qui a fait pression sur un leadership autrefois très *djanm* et récalcitrant par rapport à l'impérialisme. «Ah que les temps ont changé, *revolisyon pa ka fèt* momentané !», chantait Manno Charlemagne. En effet on peut se rappeler que lorsque le très impertinent président Carter, lors des élections du 16 décembre 1990, était venu demander au candidat gagnant Aristide de se désister en faveur du perdant Bazin, le petit prêtre des pauvres avait alors demandé au gringo d'aller faire cette proposition à un peuple *damou* pour son Titid.

S'il est vrai que Madame Pamela White a eu l'outrecuidante impertinence de ce coup de téléphone, sans doute enjoignant l'ex-président Aristide de calmer ses partisans, pourquoi le leader encore incontestablement populaire de Fanmi Lavalas n'avait-il pas de préférence demandé à Madame l'ambassadrice d'aller s'adresser au peuple ? Signal FM aurait volontiers accordé ses micros à cette dernière pour ses éructations. En passant, ce n'est pas le ton bon enfant de André Fadot qui ferait croire à Marvel Dandin ou aux auditeurs vifs d'esprit que «*Aristide pa pran nan presyon*». On n'est pas des enfants de chœur, pauvre Fadot!

A l'émission *Ranmase* de samedi dernier, on a entendu l'ex-chef du corps répressif des Léopards, Himler Rébu, ex-«professeur de psychologie des foules» à l'académie militaire macoute jeanclaudiste, on l'a entendu donc s'inquiéter de dérapages ou d'agents provocateurs qui infiltreraient la manif projetée devant l'ambassade américaine: «*e lè sa a, ou pa konn sa k ka rive*». Le léopardin sait très bien que lors de la manifestation **pacifique, ordonnée,** du 19 novembre écoulé, ce sont les voyous, *sousou* et *grangou* payés par le pouvoir qui avaient causé tout le grabuge, non pas les manifestants. Si la gente macouto-martellyste n'est pas payée pour aller faire de la provocation, il n'y a aucune raison pour qu'une manifestation ordonnée ne se fasse **pacifiquement** devant l'ambassade américaine, le vendredi 29 novembre. D'ailleurs, serait-ce la première fois qu'on manifeste devant l'ambassade américaine ?

Le peuple saura, le 29, où et qui sont les politiciens et groupes politiques pusillanimes incapables de dire NON à *manzè dyab*.

Eulalie, femme antrav

Par Fanfan la Tulipe

C'est une amie que je n'avais pas revue depuis environ deux à trois ans. Le décès d'un ami commun, dans mon coin, a été pour elle un prétexte de me contacter par téléphone, d'autant qu'elle n'avait pas été en mesure de faire le voyage pour assister aux funérailles. Après les salutations d'usage, nous échangeons quelques commentaires à propos de la maladie du défunt. Elle me fait part de sa version à elle, de profane. J'écoute avec respect, d'autant que je n'ai pas été invité à donner mon avis de médecin doublé de pathologiste.

Mon amie s'appelle Eulalie, mais son petit «nom jouet», son petit nom «gâté», c'est Lala. Pour une raison qui m'échappe et qui remonte à l'aube d'une longue amitié, je l'ai toujours appelée «Ma femme». Pour une raison qui doit lui avoir aussi échappé, elle m'a toujours appelé «Mon homme». Une familiarité «entravante», certes, mais civilité et affection réciproques obligent parfois. Comme il est quasiment impossible à deux Haïtiens de ne pas se mettre à parler de politique, quand ils se rencontrent, «Ma femme», pour faire avancer la conversation, me demande:

Comment vois-tu le pays ? *Kouman w wè peyi a* ?

Mon homme. Á vrai dire, je ne le vois pas, je l'entends plutôt.

Ma Femme. Tu divagues ou tu plaisantes ?

Mon homme. Devine si tu peux, choisis si tu l'oses.

Ma femme. Moi, j'ai choisi de voir le pays et de le regarder bien en face. Il est en forme. C'est un pays qui a bien démarré depuis deux ans avec le président Martelly. C'est un pays en chantier.

Mon homme. Ne me donne pas, *pa ban m*.

Ma femme. Je te donne, prends si tu veux, ignore-moi si tu peux. Ce pays a finalement trouvé le président qu'il lui fallait.

Mon homme. Ne me donne pas, ou du moins, donne-m-en encore plus.

Ma femme. Mais oui, *m ap ba w*. Le président fait construire des routes modernes. Il va commencer, bientôt, la construction, par exemple, de l'autoroute qui va aller de l'aéroport Toussaint Louverture à Pétion-Ville. Et il y en aura d'autres. Laisse-moi te donner, au cas où tu ne le saurais pas. Le taux d'accidents routiers a diminué considérablement.

Mon homme. Donne-moi, *pitit,* mais ne me tue pas.

Ma femme. Du travail bien fait du reste, d'autant que ce sont les Dominicains qui sont en charge. On ne peut faire confiance aux Haïtiens. C'est la rage.

Mon homme. Attention, ne me contamine pas.

Ma femme. Tu bétises, mais moi je viens de passer deux semaines au pays. Je peux dire que je suis venue, j'ai vu…

Mon homme. Tu as vaincu ?

Ma femme. Non, c'est Martelly qui a vaincu. Il a vaincu l'analphabétisme. Il y a environ un million d'enfants à l'école. Ils sont scolarisés, gratuitement. Même, beaucoup d'élèves bénéficient d'un repas chaud, le midi. C'est une affaire effrayique.

Mon homme. Oui, ça me donne froid dans le dos.

Ma femme. Et je n'ai pas fini de te donner. Le taux de kidnapping est presque à zéro.

Mon homme. Depuis que Cliford Brandt est sous les verrous à la Croix-des-Bouquets ?

Ma femme. Alors, c'est moi qui te donne ou bien c'est toi qui me donnes ?

Mon homme. Enfin, nous nous donnons.

Ma femme. Non, je préfère te donner. Laisse-moi faire et laisse-moi te dire. Le président, dès son entrée en fonction a fait passer une circulaire. Tout le monde doit rendre des comptes. Chaque mois, il y a un contrôle rigoureux des entrées d'argent, grâce au dynamisme de Madame la présidente. C'est une femme de poigne. Je l'ai vue à l'œuvre, empoignant les liasses d'argent. Rien ne lui échappe. Quand elle ne passe pas elle-même dans les différents bureaux publics, c'est un fourgon blindé qui transporte au palais même les fonds collectés. De cette façon, le contrôle est sans faille. Ainsi, l'argent du peuple retourne au peuple.

Mon homme. Ma femme, tu es à la veille de me tuer.

Ma femme. Pourquoi te tuerais-je, n'est-ce pas que tu es mon homme ?

Mon homme. Oui, ma femme, je sais que tu ne saurais avoir des idées homicides.

Ma femme. Jamais de la vie, homicide point ne sera. Oui, je te disais que Martelly a institué un nouveau style de gouvernement.

Mon homme. *Pa ban mwen*.

Ma femme. Mais oui, les réunions du cabinet avec le président sont publiques, tout se fait au grand jour… et tout le monde sait ce qui se passe. Comme l'a si bien dit l'acteur américain Sean Penn, même les Etats-Unis devraient pouvoir s'inspirer du président et de son premier ministre. Le contribuable est ainsi assuré que la bonne gouvernance n'est pas un vain mot avec Martelly. Tu n'es pas au courant ?

Mon homme. C'est peut-être le courant qui ne passe pas encore entre Martelly et moi.

Ma femme. C'est un président qui ne chôme pas. Il est partout…

Mon homme. Et peut-être nulle part.

Ma femme. Arrête de plaisanter, tu es toujours sur les rances. Je te donne les nouvelles dans de bonnes petites marmites.

Mon homme. Je trouve tes marmites trop petites. *Ban m nouvèl yo nan gwo mamit*.

Ma femme. Tu ne fais pas les nouvelles ? *Ou pa fè nouvèl* ? Si tu ne fais pas de nouvelles, tu es derrière la camionnette. Le président Martelly a annoncé qu'il y aura des élections, et si tu ne le sais pas encore, je te le dis tout de suite, Martelly est un homme de parole.

Mon homme. Ne me donne pas.

Ma femme. Tu n'as jamais entendu parler des 5 E ? C'est tout un programme.

Mon homme. Les gens parlent, parfois pour ne rien dire. C'est ce qu'il convient d'appeler la plénitude de l'oralitude.

Ma femme. Ce n'est pas le cas du président. Avec lui nous sommes en plein dans l'atterritude en conformité avec ses 5 E. Le grand E (ou la grande E, ma grammaire fout le camp) c'est l'Éducation, la *manman penba* des 5. Il s'agit d'un programme qui permet à un million d'enfants d'aller à l'école, gratuitement.

Mon homme. C'est le socialisme du XXIème siècle.

Ma femme. Non, *nou pa nan kominis*. Une autre lettre E correspond à l'Énergie. Partout, il y a des lampadaires. C'est une vraie révolution. C'est un peu pareil à l'introduction des enseignes au néon sous Estimé. Avec Martelly, c'est la modernité des 5 E, dont l'E de l'État de droit, sans doute la plus grande réalisation de Martelly. Il ne fait jamais de discours sans mentionner qu'il est en train de construire un État de droit, car l'État de droit est un impératif constructif, comme qui dirait une affaire de construction. Ainsi, il ne peut plus y avoir d'abus de pouvoir comme on en a eu sous les gouvernements passés. Les trois pouvoirs travaillent sans empiétance l'un sur l'autre.

Mon homme. Ma femme, tu es sûre que tu n'es pas en train de me remplir le bol, même de me tuer ?

Ma femme. Non, je ne te tue pas, au contraire je t'apporte des nouvelles qui font vivre. Je ne t'ai pas encore parlé de la lettre E pour « Emploi». Le pays est une vraie ruche. Martelly a remis la place St Pierre à neuf. Les Pétionvillois peuvent venir y respirer l'air de la modernité dans un environnement serein, sûr. Du coup, et sans le vouloir, je t'ai parlé du cinquième E qui correspond à «Environnement», la marotte de Martelly. Mais, revenons à l'emploi. Déjà, le Parc Industriel de Caracol, dans le nord du pays donne du travail à environ 20.000 personnes. Ce n'est pas rien. Et grâce à la vision du président Martelly, le Parc devrait donner éventuellement de l'emploi à quelque 65.000 personnes.

Mon homme. Est-ce à dire que c'est une caracolade ?

Ma femme. Exactement, tu as trouvé le mot juste. C'est une caracolade vers le développement durable. Et je vais te dire mieux, quelqu'un qui est dans le secret des dieux, m'a confié que Martelly était résolument embrayé en première vitesse…

Mon homme. C'est quoi ce truc de première vitesse ?

Ma femme. Ce n'est pas un truc, c'est le pays qui marche à la vitesse du business. Haïti est «*open for business*». Bientôt, comme tu l'as si bien dit, il va y avoir plusieurs caracolades dans le pays. Une à Jérémie…



Sean Penn, Laurent Gagòt et Sweet Micky : un trio de bambocheurs

Mon homme. Alors là, c'est une jérémiade. Caracolade, jérémiade, marmelade, limonade, ça fait une belle salade.

Ma femme. Comme tu veux. Mais c'est un fait, cinq autres parcs industriels sont en perspective, dans cinq départements différents. Multiplie 65.000 par 5, tu verras le résultat : 325.000 emplois. C'est la résorption du chômage.

Mon homme. Alors, c'est en quelque sorte la décentralisation du chômage.

Ma femme. Tout à fait. Tu n'es pas mon homme pour rien. Tu parles d'or. Et n'oublie pas que ce sont des multimillionnaires qui investissent dans le pays. Ils défilent chaque jour soit à la Primature, soit au palais national. C'est la caravane à Clinton. D'ici la fin de son mandat, Martelly aura accompli le tour de force de changer Haïti en un vaste chantier bourdonnant de business.

Mon homme. Peut-être qu'il faudrait lui accorder un autre terme, la présidence à vie ? *Sa w panse* ?

Ma femme. Il n'en est pas question. Martelly est un démocrate. Il croit en l'alternance alliée à la bonne gouvernance. C'est un vrai cadeau du Ciel, une bénédiction, c'est comme… comment dirais-je ?

Mon homme. Comme un tissu pure laine.

Ma femme. Exactement. Comme un métal pur, sans alliage avec la politicaillerie que tu connais, tu vois.

Mon homme. Enfin, du moins j'entends.

Ma femme. Comme un cheval de pur sang.

Mon homme. De quel sang ? Bon sang…

Ma femme. De sang démocrate. Martelly a été élu à la majorité absolue.

Mon homme. *Pa betize*.

Ma femme. Non, je ne bétise pas. Ai-je l'air d'une bétiseuse ? Lors des élections présidentielles de 2010-2011, il y avait eu tellement de bulletins pour Martelly que l'OEA appuyée en la circonstance par la secrétaire d' État américaine, Hillary Clinton, avait jugé honnête d'arrêter le compte car ça menaçait d'être un ouragan, un typhon, un raz-de-marée, un tsunami, un cyclone électoral. Les partisans de Martelly avaient beau *krazebrize* à Pétion Ville, aux Cayes pour un compte *totakapital*, rien n'y fit. Il fallait respecter les normes élémentaires de la décence et de la démocratie. Il n'eût pas été élégant de blesser l'adversaire jusqu'au croupion. C'eût été une croupionne victoire.

Mon homme. Ce ne fut donc pas une victoire croupionale.

Ma femme. Non, ce fut une victoire nationale.

Mon homme. *Depi w di m*.

Ma femme. Écoute donc mon homme, si tu te branches sur You Tube, tout y est depuis les élections jusqu'à nos jours. Le monde est devenu un petit village électronique où tout se chuichuite à la vitesse d'un clic. C'est le monde du clic-bip. Tu cliques et l'information bipe sur ton écran. *By the way*, en passant, tu n'écris plus dans les journaux ?

Mon homme. Est-ce une question cliquante ?

Ma femme. Disons que j'allais te faire une proposition bipante.

Mon homme. Pourvu qu'elle ne soit pas tuante.

Ma femme. *Tanpri, nonm mewn, voye Martelly monte pou mwen, non*.

Mon homme. Eulalie, *fanm mwen*, tu es une «entrave», *gen lè pito nou tou divòse*.

Krim youn sou lòt nan peyi a



Atuste Crisrocher



Sa a se kadav Atuste Crisrocher ak yon lòt nou pa kapab idantifye l

Zak ensekite ap moute nan tout peyi a chak jou pi plis. 3 jèn gason mouri ak plizyè bal menm kote sou wout Batima a ant wout Aewopò ak wout nasyonal #1 aprè mati yo te fin pase, paske tout vizaj yo kraze anpil.

Youn ki rele Atuste Crisrocher ak 2 lòt moun nou pat rive idantifye mouri sasinen jou ki te dimanch 25 Novanm lan, nan aswè pandan yo t ap sòti nan pwogram ti sourit nan Delma 19.

N ap pote limyè pou moun ki pa konnen ki sa ti sourit la ye, selon te

Suite à la page (16)

Nòt pou laprès Kòdinasyon Òganizasyon Desalinyen (KÒD)

Libète ou Lanmò !

Pèp Ayisyen,

Nap travèse yon moman difisil ak ekip kaletèt peyi enperyalis yo mete sou pouvwa a pou likide tout richès natirèl peyi a, bay kolon lokal ak etranje yo alòske mas pèp la ap trimen nan lamizè.

Jounen jodi a yon latriye politisyen rat dokale nan tetelang ak ekip tèt kale a ak enperyalis meriken vle kase ren mobilizasyon popilè a ki kanpe pou dechouke gouvènman Martelly-Lamothe la. Lè yo deside pou manifestasyon 29 novanm nan, pèp la rele pou devan Anbasad Meriken an. Yomenm yo pase modòd ale pito nan riyèl Vayan. Yo pa vle mas pèp la al manifeste mekontantman l, devan anbasad meriken ki se pi gwo senbòl dominasyon enperyalis entènasyonal la nan lemonn antye alòske se yomenm menm k ap sipòte diktati

Suite à la page (16)



Jean-Jacques Dessalines

Aprè sasinay jounalis Delbrum Inorel, ki lòt yo vize ?



Kadav kò jounalis Delbrum Inorel nan yon machin

Inorel Delbrun se yon jounalis ki mouri a 48 lane jou ki te 15 Novanm nan, li t ap travay nan yon media endepandan ki rele Melodi Ajans Près ki te gen akreditasyon nan Palman Ayisyen an. Jounalis sa a te konn travay pou prezidan Chanm sena a; Senatè Desras Simon Dieuseul.

Inorel te resevwa plizyè bal, tou prè biznis li ki plase nan ri pave tou prè lekòl Petit seminaire college St Martial, men malerezman li te vin al rann denyè souf li devan lopital MSF ki chita nan Matisan. Se kèk moun sou motosiklèt popilasyon an pat rive menm idantifye ki te tire l ak plizyè bal nan vant.

Selon sa Jacqueline Mercidieu yon temwen ki abite nan katye a fè konnen: « Bandi legal yo te mande l pou l bay tout kamera video ak foto l yo, pandan l t ap fè diskisyon pou l di mesye yo ki kamera epi poukisa ? Bandi yo pat neglije bal plizyè bal ansuit derape sou motosiklèt yo san enkyetid san lapèrèz nan mitan lari a, epi yo te mete tèt pou wout Kafou"

Delbrum Inorel se yon jounalis ki gen anpil dinamik, li t ap travay pou senatè Desras nan Palman an. Se limenm ki toujou trete video ak foto tout seyans deba nan Palman an epi li toujou pote vini tout video ak foto mouvman pwotestasyon ak revandikasyon popilasyon fè ni kont, ni pou pouvwa kolonn tèt kale a bay prezidan chanm sena a, Desras Simon Dieuseul.

Selon sa anpil militan politik ak jounalis fè konnen jou 22 oktòb la, se sèl Delbrum ki te gentan jwenn anpil bon imaj ak video arestasyon ilegal abitrè pouvwa Martelly a te fè sou Avoka André Michel. Li te filme tou Komisè Gouvènman Mr Francisco René nan moman polisye yo t ap britalize Mèt André Michel. Delbrum Inorel te gen tout Video kote Bandilegal braslè woz Martelly yo t ap tire sou manifestasyon ki te fèt 7 Novanm 2013 la; lè popilasy

Suite à la page (14)

Salè minimòm: KOSIT lanse yon mobilizasyon manch long

Nan kad mobilizasyon jeneral k ap fèt an Ayiti, chak sektè yo ap pwofite okazyon sa a pou fè revandikasyon yo pase. Se nan sans sa a, kolektif sendikal Izin Teksil (KOSIT) te pran desizyon pou demare depi 5 novanm pase a yon seri mobilizasyon pou mande 500 goud kòm salè minimòm. Selon dirijan KOSIT yo mobilizasyon sa yo ap pran plizyè fòm: konferans pou laprès, sitin, manifestasyon konferans deba pou sansibilize ouvriye yo sou nesesite pou salè minimòm lan ogmante, paske lavi a kontinye ap vin pi chè chak jou. Dirijan KOSIT yo lonje dwèt yo sou klas boujwa ak otorite yo ki nan pouvwa tètkale Martelly-Lamothe k ap fè magouy pou barewout pou salè minimòm lan pa ogmante pou ouvriye y ap eksplwate pou po patat, kote anpil moun kalifye sitiyasyon kòm yon esklavaj degize sou 31 mil ouvriye k ap bourike nan sektè soutretans lan. Menm salè minimòm lalwa te fikse 200 goud pou pipiti e 300 goud pou pi gwo, patwon yo pa vle respekte epi yo ogmante kantite travay yo bay ouvriye yo fè pou yon jounen travay, yon sitiyasyon sendika ouvriye yo fè pou jounen travay, yon sitiyasyon sendika ouvriye tekstil yo denonse nan yon konferans pou laprès yo te bay madi 12 novanm pase pou fè pase ansanm revandikasyon li yo :

« Noumenm nan KOSIT, n ap lanse yon mobilizasyon pou ekzije Konsèy Siperyè Salè a : 1) Adopte yon salè minimòm ki pèmèt travayè yo viv. Ki vle di, yon salè ki pèmèt ouvriye/ouvriyèz yo kapab fè fas a bezwen pou yo viv. Lè n konsidere jan pri tout pwodui premye nesesite yo ap ogmante chak jou, fòk salè minimòm kenbe kont pri panyen menajè a ye jodia. Dapre chif IHSI (Enstiti Ayisyen Statistik ak Enfòmatik) sou endis pri konsomasyon chak mwa yo ogmante. Nan sa mwa septanm 2013 lan, pòs tankou alimantasyon, abiman, amebleman, transpò ak lojman, tout ogmante patikilyèman pwodui agrikòl lokal yo ki ogmante jiska

11.8% parapò a ane pase. Ki vle di gen yon bès nan pouvwa acha travayè yo dwe kenbe kont sou sa paske li reyèl nan peyi a. Nan ka ouvriye yo, se 75 a 80% salè yo ki depanse nan manje ak transpò. Afè touche jodi, al nan plan oswa al pran kout ponya demen an, fòk sa sispann. Fòk salè ouvriye yo touche pèmèt yo viv.

2) Fikse salè minimòm la sou baz reyalite chak sektè oswa branch aktivite ekonomik. An jeneral yo fikse salè minimòm lan nan yon nivo ki byen fèb pou kenbe kont kèk sektè ki mwen pwodiktif yo. Sa ki vin fè sektè ki pi pwodiktif yo penalize. Se sa ki te rive an 2009, lè yo mete salè minimòm sektè soutretans la pi ba pase salè minimòm lòt branch ekonomik yo. Salè minimòm lan vin yon salè sibzistans olye li yon salè ki pèmèt ouvriye a fè fas a bezwen pou li viv. Enjistis sa a, fòk li rektifye nan desizyon Konsèy siperyè salè a dwe pran ane sa.

3) Nou mande pou salè minimòm pou sektè soutretans pou ekspòtasyon an fikse nan yon montan ki pa piti ke 500 goud ak akonpayman tankou sibvansyon yon repa cho, transpò, alokasyon pou lekòl pitit ouvriye/yèz yo oswa mwayen pou yo jwenn yon lojman desan.

4) Mete sou sa, fòk Konsèy salè a fikse salè pou inite pwodiksyon yo, kidonk pri a la pyès yo jan atik 4.1 di l pou sektè soutretans pou ekspòtasyon an. Si gen yon leson nou aprann de sak te di nan lwa 2009 la, se lè yo kite se patwon yo ki fikse tarif pwodiksyon pou peye 200 jiska 300goud la. Patwon yo te gen yon zouti pou tabli yon rèy abitrè kont ouvriye/yèz yo kote

Suite à la page (16)

République Dominicaine: Représailles contre les Haïtiens !



Le ministre haïtien des Affaires étrangères, Pierre-Richard Casimir et le ministre de la présidence de la République Dominicaine, Gustavo Adolfo Montalvo Franco

Par Yves Pierre-Louis

Au moins 34 Haïtiens ont été tués, selon le ministre de l'Intérieur, David Bazil ; d'autres sources font état de 8 tués et de plus de 350 personnes rapatriées de la République Dominicaine, du samedi 23 au dimanche 24 novembre 2013. Parmi les rapatriés figurent 107 enfants de bas âges dont un bébé de 3 jours. Ces actes de violence systématique et le rapatriement massif des Haïtiens de la République Dominicaine sont arrivés suite à l'assassinat à l'arme blanche d'un couple dominicain septuagénaire répondant au nom de José Mendez Diaz et Luja Encarnacion Diaz. Leurs cadavres ont été découverts à Las Platas dans la région Neiba, au Sud de la République Dominicaine.

Suite à cet événement malheureux, des Dominicains racistes appuyés par des autorités du même acabit ont exercé une véritable chasse aux Haïtiens, alors que rien ne prouve que ce soient les Haïtiens qui ont commis ce crime. Ce sont tout simplement des accusations gratuites.

Et, d'ailleurs même quand il aurait été commis par des compatriotes, il reviendrait à la justice de déterminer le niveau de participation des Haïtiens à ce forfait. Qui pis est, selon certaines informations, les autorités répressives du territoire voisin ont activement participé à ces représailles contre les Haïtiens.

Des centaines d'Haïtiens ont été contraints de fuir leur domicile pour se réfugier dans des postes de police ou prendre la direction de la frontière. Ils ont été accueillis par des responsables des organisations des droits humains basés au niveau de la ligne frontalière. Par la suite, les responsables de l'Office National de la Migration (ONM) se sont rendus sur les lieux et ils ont embarqué tous les rapatriés dans des autobus pour les conduire dans un centre d'hébergement qui se trouve en plaine, Nord de la capitale. Selon le directeur de l'ONM, les rapatriés ont reçu une enveloppe de mille gourdes leur permettant de se rendre dans leurs localités d'origine. Selon les informations recueillies par les responsables des droits humains, les rapatriés sont en majorité originaires de Grand-Bois-Cornillon et Savanette.

Selon les témoignages des Haïtiens victimes du comportement raciste des Dominicains, plusieurs de leurs compatriotes ont été tués par des Dominicains. Pour eux, ce sont des exécutions sommaires, puisque les Haïtiens ont été contraints par les autorités dominicaines de creuser les fosses pour pouvoir enterrer certains compatriotes. Ils ont également reçu toutes sortes de mauvais traitement de la part des Dominicains, les images circulant sur l'internet confirment les témoignages.



Le ministre de l'Intérieur, David Bazil

Après la décision raciste, discriminatoire de la Cour Constitutionnelle dominicaine du 23 septembre 2013, dépouillant des Dominicains d'origine haïtienne de leur nationalité, le calvaire des Haïtiens vivant sur le territoire dominicain n'en finit pas. Cette décision a soulevé toute une vague de protestation de la part des Haïtiens d'ici et d'ailleurs. Les Haïtiens et les Dominicains d'origine haïtienne ne voulaient pas que les autorités haïtiennes entreprennent aucune forme de négociation que ce soit sur la nationalité acquise des enfants d'Haïtiens.

C'est une violation flagrante des droits humains pratiquée par la République Dominicaine. Des voix s'élèvent partout pour condamner l'arrêt 168-13 de la plus haute instance judiciaire de la République Dominicaine. Empêtrées par cet arrêt, les autorités dominicaines ont conduit Haïti sur la voie de la négociation.

C'est dans cette perspective qu'a eu lieu une réunion au Venezuela le 19 novembre dernier, sur proposition des autorités Vénézuéliennes. Cette rencontre a abouti à la signature d'une déclaration conjointe entre les deux chefs de la délégation, conduite par le ministre haïtien des Affaires étrangères, Pierre-Richard Casimir et le ministre de la présidence de la République Dominicaine, Gustavo Adolfo Montalvo Franco. Voici donc la teneur de cette déclaration : « 1 - Confirmant que le dialogue sera le moyen approprié pour résoudre toute situation impliquant des personnes d'origine haïtienne nées en République Dominicaine touchées par la mise en œuvre de l'arrêt TC 168/13, rendu par la Cour constitutionnelle de la République Dominicaine. Prioriser le dialogue avant toute autre voie.

2 - Réaffirmer sa volonté [de la République Dominicaine] d'aller de l'avant dans toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité juridique, la pleine jouissance et le respect des droits des personnes d'origine haïtienne nées en République Dominicaine.

3 -.Considérant que le gouvernement dominicain va rendre public dans les prochains jours une série de décisions à cet égard [plan de régularisation des étrangers concernés] les deux gouvernements ont convenu de tenir une nouvelle réunion pour parvenir à des accords satisfaisants.»

De fait, la République Dominicaine pratique une politique de double jeu par rapport à Haïti. D'un côté, elle voulait toujours profiter de divers aspects de l'économie et du commerce d'Haïti et de l'autre, elle pratique la chasse des Haïtiens vivant depuis des décennies là-bas. Du côté d'Haïti, la politique néolibérale dévastatrice et maladroitement appliquée qui a détruit l'économie haïtienne dans toute ses composantes et le manque de vision politique de la plupart de ceux qui se sont succédé au pouvoir politique ont facilité la dépendance du peuple haïtien auprès de certains pays étrangers pour survivre. Le coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004 fomenté par les puissances impérialistes et colonialistes puis exécuté par les laquais locaux a totalement renforcé cette politique génocidaire dont les conséquences sont catastrophiques aujourd'hui pour le peuple haïtien. En tout état de cause, le peuple haïtien en général doit poursuivre le combat pour la libération totale du joug de l'impérialisme, des nouveaux colons et de leurs serviteurs périphériques.

Biron Odigé de FOPARK à New York



Il y avait plusieurs intervenants, parmi eux, Jude Joseph (à droite), le directeur de Radio Panou. A table, Biron Odigé (à gauche) et le modérateur de l'événement Daniel Germain.

Par Kim Ives

Pour clôturer une visite à New York, Biron Odigé, le coordinateur de la Force Patriotique pour Respecter la Constitution (FOPARK), a parlé à *Haïti Liberté* le 25 novembre sur l'invitation de la coalition « *Unité pour Sauver Haïti* », composée de plusieurs organisations communautaires à New York. La salle était pleine avec une assistance complètement attentive et intéressée. Plusieurs leaders, activistes, journalistes, et poètes de la communauté ont pris la parole. Mais la présentation principale était pour le coordonnateur de FOPARK.

En brossant un tableau général de la situation politique en Haïti, Biron a présenté l'histoire de FOPARK et les raisons de sa formation en 2011. C'est l'une des principales organisations menant aujourd'hui la lutte pour le départ du régime Martelly/Lamothe en Haïti. Il a analysé les programmes "bidon" de Martelly, ses manoeuvres politiques et efforts pour acheter ou intimider le mouvement grandissant.

Mais il a aussi analysé la conjoncture dangereuse autour la grande mobilisation cette semaine en Haïti.

« *29 Novanm nou dwe ale devan Anbasad meriken, men genyen anpil kontradiksyon pou n ale* », a-t-il expliqué. « *Fanmi Lavalas deside ale Ruelle Vaillant pou depoze jèb flè. Men, al depoze yon jèb flè pa mande pou fè yon manifestasyon pou sa. Dayè mwen genyen pwoblem ak Fanmi Lavalas. Lavalas te sou pouvwa, se pou premyè fwa mwen tande Lavalas di yo pral depoze yon jèb flè Ruelle Vaillant. Se la a mwen genyen pwoblèm avèk yo. Yo pa mem fè yon moniman nan memwa moun sa yo pandan toutan nou pase sou pouvwa a. Jodi a, pandan pèp la pran desizyon pou al kay Tonton Sam, epi se jou sa a, yo vle kase mouvman an pou di yo pral depoze yon jèb flè. Jèb flè sa, ki sa li pral itil tout moun ki viktim yo? Yo pat janm jwenn jistis. E menm moun ki te fè masak la, se yomenm ki sou pouvwa jounen jodi a. Ki diskou ki pral genyen? Men sa pral fè moun ri nou? Nou genyen yon bann moun ki mouri apre 30 septanm 1991. Moun sa yo, nou pa janm sonje yo. Nou pa janm fè yon mès nan memwa moun sa yo. Yon bann moun ki mouri pandan epòk 2004 yo, nou poko janm fè yon mès.... Jodi a, Fanmi Lavalas, pati pa nou an, òganizasyon politik pa nou an,... deside se yon jèb flè lil pral depoze. Se lage yon konfizyon nan mitan popilasyon an* ».



Biron Odigé de FOPARK: « 29 Novanm fòk nou ale devan Anbasad merikenn, men genyen anpil kontradiksyon pou n ale ».

Après il y a eu une période animée de questions et de réponses. C'était une soirée informative et pleine de « *sewòm* ».

Haïti, vue de l'intérieur (11)

L'état des hôpitaux et cliniques en Haïti

Par Catherine Charlemagne

Si bien avant la catastrophe du 12 janvier 2010, les hôpitaux et les centres de santé existants étaient déjà insuffisants par rapport à la demande, alors, imaginez comment se présente la situation quatre années plus tard sur le plan d'infrastructures et les soins accordés aux malades dans un pays où les pouvoirs publics peinent à tenir leur rôle. Un exemple parmi d'autres : l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH). La reconstruction de cet ensemble hospitalier est une chimère. Cela fait des décennies que tous les gouvernements en parlent. A chaque fois, le dossier est vite enterré. Mais à chaque désastre naturel ou humain, les pouvoirs publics reviennent à la charge. Finalement, l'on commençait à se demander si cet édifice public finirait par voir le jour. Ce rêve se transformera-t-il un jour en réalité ? Rien n'est moins sûr. Puisque en Haïti, la parole, voire la signature des autorités étatiques ou celles de la Communauté internationale demeurent des plus incertaines.

En revanche, un autre centre hospitalier a été construit après la catastrophe du 12 janvier 2010. Il s'agit du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Mirebalais dans le département du Centre. Une répartition des rôles a été faite pour sa gestion: à Zanmi Lasante, une ONG (Organisation Non Gouvernementale) étrangère mais bien connue des Haïtiens, surtout du centre du pays, toute la partie comprenant : organisation, soins et services; et à l'Etat haïtien représenté par son ministère de la Santé Publique et de la Population, celle de l'administration. Quant au personnel médical, il est mixte : cubain et haïtien. Mais il ne suffit pas de posséder des milliers de bâtiments hospitaliers à travers un territoire pour que tous les citoyens aient la même chance de se faire soigner. Encore faut-il que ces bâtiments, sur le plan d'hygiène et de confort, présentent toutes les qualités requises destinées à cet effet. Répondent aux normes sanitaires.



L'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH). La reconstruction de cet ensemble hospitalier est une chimère. Cela fait des décennies que tous les gouvernements en parlent. A chaque fois, le dossier est vite enterré. Mais à chaque désastre naturel ou humain, les pouvoirs publics reviennent à la charge



Les besoins les plus élémentaires n'existent pas dans les hôpitaux haïtiens, ils sont dépourvus de tout ou presque. Non seulement, ils ne répondent plus aux normes, mais ils ne disposent même pas des éléments de base pouvant faire fonctionner un hôpital correctement.

État général des hôpitaux publics

Aujourd'hui les hôpitaux haïtiens sont dépourvus de tout ou presque. Non seulement, ils ne répondent plus aux normes, mais ils ne disposent même pas des éléments de base pouvant faire fonctionner un hôpital correctement. Les besoins les plus élémentaires n'existent pas dans les hôpitaux haïtiens. En dehors des médicaments et des produits de soins médicaux de première urgence, l'on est parfois surpris de voir que les hôpitaux haïtiens ne disposent même pas d'eau courante pour secourir un malade en détresse. Le courant électrique est un luxe pour certains centres hospitaliers du pays, voire de la capitale. Fonctionnant le plus souvent à l'aide des groupes électrogènes, émettant un bruit assourdissant pour les malades et qui polluent en même temps l'environnement, ces hôpitaux font parfois plus de tort que de bien. D'ailleurs, faute d'argent pour s'approvisionner en gasoil, parfois certains hôpitaux publics sont plongés dans le noir et n'arrivent plus à fonctionner.

D'où un nombre incalculable de décès suspects enregistrés dans les hôpitaux. Dans ce pays parler des Urgences dans un hôpital public fait rire tout le monde. Cela peut arriver qu'on reste trois, quatre voire cinq heures en attente avant qu'un médecin soit disponible pour vous recevoir. Pire, faute de places toujours dans l'accueil des Urgences, les malades s'allongent à même le sol. Aucun lit disponible, les patients s'accommodent comme ils le peuvent. On les trouve éparpillés dans la cour de l'hôpital ou de la clinique, dans les halles d'entrée en train de hurler de douleur, en attendant qu'une infirmière veuille bien les prendre en charge.

Mais parlons de l'état d'insalubrité de ces hôpitaux publics que le petit peuple se voit contraint et forcé de fréquenter. Leur état de salubrité souvent laisse à désirer. Mal entretenus faute de moyens et à cause de mauvaise gestion, certains centres hospitaliers en Haïti font peur non seulement aux patients mais même à l'équipe médicale. Bâtiments crasseux, pas d'entretien, absence d'eau courante, infrastructure inadéquate et inadaptée. Ce sont des lieux qui mériteraient une fermeture urgente, s'ils fonctionnaient dans un pays sérieux où l'Etat surveille vraiment à la qualité de soin délivré aux citoyens.

Le hideux spectacle des morgues

Les morgues sont l'autre grand point noir du service médical public en Haïti. C'est le pays où il ne fait pas bon de mourir. Sinon, c'est se faire enterrer immédiatement. Qui en Haïti ne connaît pas ou n'a pas déjà entendu parler du spectacle irrespectueux et de l'horreur qu'offrent les morgues des hôpitaux publics en général et celle de l'hôpital général de Port-au-Prince particulièrement. Cette morgue, c'est la honte absolue pour les pouvoirs publics haïtiens. Une honte nationale pour les haïtiens puisque c'est de l'image du pays qu'il s'agit. Une horreur à l'état pur. Cette morgue construite à l'origine pour 350 cadavres, reçoit plus que le quadruple aujourd'hui.

Le spectacle insupportable qu'elle offre au public qui, pour son malheur, est obligé de se rendre dans ce lieu morbide et horrible est insoutenable à l'œil et à l'odorat. La morgue de l'hôpital général de Port-au-Prince est en quelque sorte la morgue publique. C'est là que l'on dépose tous les gens décédés dans cet hôpital, environ une trentaine par mois. Mais c'est aussi là qu'on apporte le corps de tous les indigents ou d'autres personnes tuées qu'on ramasse çà et là dans les rues de la région métropolitaine de la capitale ; une quantité estimée à entre 80 et 90, voire plus, avec parfois des pics allant jusqu'à une centaine de corps par mois. Sauf que, cette morgue comme la plupart des institutions de ce pays ne l'est que de nom.

Secteur privé de la santé

La situation est-elle différente dans le secteur privé de la santé ? Dans un système aussi inégalitaire qu'Haïti où l'Etat lui-même, crée la différence entre riches et pauvres, il nous paraît logique que le secteur privé tire profit de ce si grand marché qu'est la santé. En effet, des hôpitaux et cliniques privés envahissent le moindre coin et recoin du pays. Fonctionnant pratiquement comme bon leur semble, les hôpitaux privés haïtiens mènent la belle vie. Ils pratiquent les prix qu'ils veulent.

Notre enquête ne prend pas en compte l'état de la santé des Haïtiens. Mais connaissant comment les hôpitaux accueillent leurs patients, on peut déjà se faire une idée de l'état de santé de ceux qui ont reçu les soins médicaux

Suite à la page (19)

Haïti dépecée par ses bienfaiteurs



La Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), avec à sa tête l'ancien président américain William Clinton et l'ex-premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive, avait été formée au lendemain du séisme pour approuver les projets qui seraient financés par la Banque mondiale. Deux ans plus tard, elle apparaissait comme une vaste plaisanterie

Par Céline Raffalli

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7 ravageait Haïti, faisant plus de deux cent trente mille morts. Trois ans plus tard, en dépit des promesses, l'aide humanitaire s'est surtout soldée par l'importation d'un vibrion cholérique et par l'installation d'entreprises peu soucieuses de droit du travail.

Le soir tombe sur les ruines de Port-au-Prince, bientôt plongée dans l'obscurité. On ne distingue plus, au loin, qu'un feu rouge qui se balance au-dessus d'un carrefour. Partout où l'œil se pose, les décombres envahissent l'espace. Les chiens ont pris possession de la nuit. De temps à autre, leurs cris rompent le silence.

Au matin, les moteurs vrombissent. Dans la lumière crue du petit jour, les voitures tentent de se frayer un chemin au milieu du chaos d'une ville surpeuplée. Les tap-tap — taxis collectifs — contournent des cratères qui dictent les méandres de la circulation. Dans l'air, une odeur de mort mêlée à celle des eaux usées qui s'échappent d'un égout à ciel ouvert et à la poussière des ruines, que le vent souffle sur les vivants. Les Haïtiens vivent dans une douce surréalité : les disparus sont toujours présents ; on les imagine à chaque détour, encore prisonniers du béton.

Sept sur l'échelle de Richter : un séisme équivalent à plusieurs bombes atomiques qui auraient explosé sous terre. Le 12 janvier 2010, une maison sur trois a résisté. Si l'une a miraculeusement tenu, sans une vitre soufflée, sa voisine s'est trouvée réduite à néant : un gigantesque jeu de hasard et de massacre qui a fait deux cent trente mille morts, trois cent mille blessés et un million trois cent mille sans-abri. Sans compter les dégâts matériels : 7,8 milliards de dollars, 120 % du produit intérieur brut (PIB) de l'année 2009.

Trois ans après, la reconstruction ne semble pas avoir débuté. Dans les rues, quelques hommes arborant des tee-shirts aux couleurs de différentes organisations non gouvernementales (ONG), pelle en main, ont remplacé les bulldozers et les pelleteuses, rapatriés depuis longtemps loin de l'île. A ce rythme, combien d'années faudra-t-il pour rebâtir ?

Les tentes sales, déchirées, collées les unes aux autres, où s'entassent encore trois cent soixante-dix mille personnes, s'étendent dans toute

Suite à la page (14)

The Challenges of Reforestation

by Haiti Grassroots Watch

Reforestation and soil conservation programs costing many hundreds of thousands of dollars in the Petit-Goâve region have resulted in hundreds of small ledges built of straw or sacks of earth. Eight to ten months later, in certain areas the earthworks seem to be lasting. But in many others, these little "shelves" have disintegrated.

The construction and destruction of the anti-erosion ledges – all made with development assistance and humanitarian donations – offer an example of how at least some of Haiti's reforestations projects turn out. In some cases, at least, they could be considered vicious circles.

In the years since the 2010 earthquake, the 11th and 12th communal sections of Petit-Goâve, 60 kms. southwest of the capital, have hosted many soil conservation and agricultural programs. The UN's Food and Agricultural Organization (FAO), Helvetas, and Action Agro Allemande (AAA), sometimes working with a local development organization – *Mouvman Kole Zepòl* (MKOZE) – carried out several projects aimed at rehabilitating the watershed of the Ladigue River.

The steep slopes around the river "are very vulnerable to water erosion and mudslides," MKOZE explained in a report on a project that had a budget of US$ 91,534. "During rainy season, the waters from the Ladigue River dump a lot of sediment and rocks at the river's mouth, destroying fields and causing homes to flood. Sometimes harvests, homes, animals and even human lives are lost."

Deforestation is one of Haiti's great challenges. In the Petit-Goâve region, the problem started about a half-century ago, according to many residents. It began with the devastating 1963 Hurricane Flora, which caused great damage and over 5,000 deaths in Haiti's west and southern regions.

Molière Jean Félix, 62, remembers. He has worked the land for 35 years.

"There were a lot of mango trees at the top of this mountain," recalled the farmer, who is today a member of a watershed protection committee. "We grew corn and rice. Now you can't even plant Congo beans there. Certain areas were forests! But today it's more like savannas that won't even support peanut plants."

In Haiti, trees are cut down mostly for energy uses. Most energy consumed in the country for cooking, for industrial bakeries and for dry cleaning – 75% of all energy used – comes from wood and charcoal, according to government figures. Félix sees tree-cutting almost every day

"Today, young people don't have any way to make a living," he said. "They don't produce coffee, they don't raise pigs. So, they cut down trees in order to send their children to school."

Recently, steps were taken to combat the region's deforestation. Supervised by technicians, farmers and other residents of the 11th and 12th communal sections were paid 200 to 300 gourdes a day (US$4.65-US$6.98) to build ledges made of sacks of dirt, dried reeds, and wattle. Funded by the FAO, AAA, Helvetas and the European Community Humanitarian Office (ECHO), the teams then planted fruit or other trees inside the new structures.

The reforestation projects serve a second purpose, according to AAA and other organizations, since they provide direct financial support to people after natural disasters. According to Beate Maas, coordinator of AAA in Haiti, these "Cash for Work" (CFW) projects help families build up their capital quickly.

"[CFW] helps us hire a lot of families and assures that they get a minimal revenue," she told Haiti Grassroots Watch (HGW). "This provides immediate assistance and is therefore a real advantage."

But the "salary" does not satisfy the farmers. "That miserable amount of money lasts only two or three days," according to Olivia Batichon, a farmer and a member of the local group Organization of Youth in Action for Development (OJAD).

Batichon and other critics claim that when someone does a CFW job, which usually lasts two weeks, they neglect their fields.

But an HGW poll of 50 CFW beneficiaries in Doucet revealed that all of the beneficiaries appreciate the jobs. According to respondents, even though the payment is small, it is useful, and it also helps by contributing to reforesting the area, they noted.

Reforestation vs. everyday needs?

All around Doucet, the hills are decorated with hundreds of the new little ledges holding seedlings of fruit or forest trees, like eucalyptus. But there are many slopes where the ledges are disintegrating: mud is spilling out, the saplings are dead or dying. Farmers have planted peanuts, peas, and other crops around the structures. In a few months, the hillsides will be a naked as they were before the reforestation project.

Ilomène Tataille is a mother, a landowner, and is a member of one of the voluntary committees set up to keep an eye on the ledges and the new plants, to assure that animals don't eat them and to make sure the ledges are drained after each rainfall. Another task, she explained, is to make sure that farmers don't plant anything on the eroding slopes, and especially not peanuts, a popular crop in the region.

According to Tataille, even though the CFW workers and landowners all agreed at first not to disturb the hillsides, it is almost impossible to stop people from farming. Even she breaks her promise.

"Yes, I plant there, also," she explained. "We live in a very dry region. We can only farm peanuts. That is our profession. Sorry, but we don't have any other job!"

Tataille noted that another problem is the fact that landowners lease out their land, so even if they have told AAA and MKOZE they won't work the land, they can't force their renters to follow suit.

The staff who work on the projects admit to the challenges. Agronomist Esther Paynis was a consultant to AAA for a project carried out with MKOZE between September 2012 and August 2013.

"We told people not to plant peanuts and other crops that involve digging into the earth, like yam and sweet potato," Paynis told HGW in a September 30 2013 email. "In the training sessions we held, everyone promised to respect those principles." Paynis said she supervised the construction of rock and earth-sack ledges for 1,180 sq. meters of land, and wattle ledges for another 2,000 sq. meters.

"If we give them advice that they later ignore, that's not our fault," she continued. "We told them the disadvantages of planting peanuts and how that could lead to the total degradation of the zone."

During a visit in August 2013, journalists saw many young peanut plants on a number of hillsides near the ledges. Two months later, in October, recently made structures on many of those same hillsides were in various states of disintegration. Many had been destroyed and tree saplings and other plants were dead, either drowned or buried by earth, both the result of the lack of maintenance.

Criticism From Some

A few observers noted some bad choices made in the projects. For example, although Louis Calixte worked for AAA as a technician, he thinks the structures will not last.



Ledges of earth and dried grass built on a deforested hillside in the Petit-Goâve region. Peanut plants can be seen encroaching in the lower right.



Ilomène Tataille says it is almost impossible to stop people from farming on hillsides being reforested. Even she breaks her promise not to do so.

"Some of the structures are good, but others are not good because of the kind of tree they planted," Calixte explained. "You can't just plant a mango any old place. You have to plant it in a certain environment, where it will flourish. The same goes for eucalyptus. You can't put it in a place meant to produce food. In other words, each species is different."

In order to get an independent opinion, HGW consulted an agronomist who had not worked on the project.

Ludson Lafontant, an agronomist who specializes in reforestation, works in Fond d'Oies in the mountains above Léogâne, 32 kms. south of the capital. After visiting many of the Petit-Goâve hillsides, Lafontant noted that the techniques used offer many advantages. For example, the dried grass used for some of the ledges will eventually decompose and serve as compost for weeds. However, the agronomist agreed that eucalyptus is not the best choice for reforestation.

"All plants use water" he said. "But these kinds of plants – eucalyptus and also neem – I would not put them near rivers or wells or farmers' fields. They suck up all the water around them."

Lafontant and Calixte are not the only ones to complain about the choice of plants used. Molière Jean Félix, a Doucet landowner and a beneficiary of the reforestation project, is also worried.

"These trees use a lot of water!" Félix said. "When you plant them on your patch of land, they dry it right out and the land won't produce anything after that."

"Lave men siyè a tè?"

Junior Joseph, general secretary of OJAD in Beatrice, believes the choice of plants is not the only problem. The fact that reforestation might cause hunger – because farmers are asked not to plant their crops – is a major challenge. This contradiction can only lead to projects' failures.

Another challenge stems from the fact that the committees established to watch over the ledges are made up of volunteers. They are responsible for maintaining the ledges, making sure their neighbors don't plant or tie their animals to the small trees. Too little water will cause the plants to die, but too much will flood the ledges, which can cause the roots to rot and eventually kill the plants.

"The committees don't have any support," Joseph said. "Some people agree to work for free, but others do not. That's when the structures deteriorate."

Despite the fact that he worked as a technician for AAA, Calixte does not hesitate to criticize AAA for their failure to implicate local actors and to understand the needs of residents.

"A cow or goat is the peasant's savings account," Calixte explained.

Agronomist Lafontant agrees. Reforestation is necessary but failure to implicate local farmers is a big problem. Another is the fact that the ledges are not built in a manner that takes into account the fact that farmers will plant on or near them, no matter what they have promised.

"You can't stop a peasant who wants to work his little piece of land," Lafontant said. "If it were me, I would close off these structures you see here, but I would build little contours with level shelves where they could plant their peanuts."

Willio Saint-Cyr, coordinator of MKOZE, which oversaw at least two of the projects, admits to the challenges, but did not offer much of a solution.

"When you do these kinds of activities and when there is no follow-up or oversight, it is probable that the work you did is erased, and things go back to how they were or even worse," he claimed. "This is because there are always ill-intentioned people."

During a visit in August 2013, Lafontant said he feared the reforestation project would be another example of wasted money, of the Haitian proverb *"Lave men siyè a tè,"* which means "wash you hands, dry them on the ground."

But Lafontant also criticized the population and the government. "I always say we ought to love ourselves more than others love us," he said. "In other words, the non-governmental organizations come here, they write projects, they look for the money, and they do the project. The money has to be justified so they can be proud to say they have worked on a X number of hectares, built contours on a Y square meters of land, and given Z number of people jobs. That's how they justify their money. But whose problem is it? Whose country is it? It's ours, here in our home. We need to become conscious of that."

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communica*tion (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.*

FRANÇAFRIQUE EN CENTRAFRIQUE : DÉSTABILISER POUR MIEUX INTERVENIR !

La France reproduit le « schéma malien », déstabiliser pour mieux intervenir !

La Centrafrique vit une tragédie. Le premier responsable, c'est l'ancienne puissance coloniale. Depuis 1960, elle fait et défait les dictatures, manipule coteries au pouvoir et groupes rebelles. La France a laissé pourrir la situation pour mieux légitimer une intervention impérialiste. Les chiffres sont incertains, la tragédie réelle : 400 000 déplacés, 1 million de personnes menacées de famine, des milliers de morts depuis le début de l'année, victimes des combats mais aussi des exactions des bandes rivales. Qui est responsable de cette situation ?

On peut remonter au début de l'année 2013, il faut surtout remonter à l'indépendance, en 1960, et à la colonisation avant. La Centrafrique est un petit pays de 4 millions d'habitants, mais très riche en ressources naturelles – or, diamants, bauxite, phosphate, uranium, maintenant pétrole.

Pourtant, la Centrafrique est aussi un des pays les plus pauvres du monde : 80 % de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté, fixé à 2 $ par jour, l'espérance de vie ne dépasse pas les 40 ans.

De Bokassa à Bozizé, soixante ans de soutien aux dictatures

La France porte une grande part de responsabilité. Dans ses intérêts, elle a soutenu depuis l'indépendance des dictateurs sanguinaires et des régimes corrompus, appuyé ou maté les putschs de généraux ambitieux, alimenté les conflits communautaires.

On se souvient du fantasque Jean-Bedel Bokassa, caricature de lui-même dans sa mégalomanie impériale,



La Françafrique change … pour ne rien changer : un impérialisme sur la défensive. François Hollande et Laurent Fabius

son cannibalisme prétendu, ses cadeaux somptueux aux dirigeants occidentaux (les fameux « diamants de Bokassa » offerts à Giscard d'Estaing).

On oublie que, de 1965 à 1979, c'est avec le soutien de la France qu'il a imposé la terreur, installé un régime de corruption, dilapidé les ressources naturelles pour les offrir aux entreprises occidentales et les gâcher en projets inutiles.

On oublie que si la France l'a déposé en 1979, c'est parce qu'il s'était trop rapproché de la Libye de Kaddafi, menaçant les intérêts français au Tchad.

Son successeur, son cousin David Dacko, que Bokassa avait renversé en 1965 avec l'appui français (Dacko avait eu le malheur de s'ouvrir à la Chine communiste), était lui aussi un ami de la France, lié aux services de secrets. Affaire de familles, affaire d'intérêts (français), affaires mafieuses.

François Bozizé, homme fort (doux euphémisme) de 2003 à 2013 du pays est une vieille connaissance. Formé par l'armée française, comme Bokasssa, il était son général et bras droit en 1979, lors de la répression sanglante des manifestations étudiantes.

Putschiste ambitieux sous le général brutal Kolingba dans les années 1980 puis chef de la répression sous le corrompu Ange-Félix Patassé dans les années 1990, il continuait pourtant à intriguer, poussant Patassé à le contraindre à l'exil, au Tchad.

C'est là-bas, avec le soutien de l'autocrate tchadien Idriss Déby, de la puissance coloniale française qu'il dépose l'ancien président Patassé et instaure un régime aussi autoritaire et favorable à la France que celui de ses prédécesseurs.

Pendant ses dix ans de règne, Bozizé a pu compter sur le soutien actif de la France, comme en 2007, quand les parachutistes sont intervenus au nord-est du pays pour mater la rébellion.

De la Libye à la Centrafrique : un continent mis à feu et à sang par la France

Laurent Fabius aime à présenter l'engagement de la France comme une aide au peuple centrafricain « menacé de génocide », une nécessité face à la « menace terroriste ». Une hypocrisie qui ne tient pas en compte l'analyse de ce



qui se passe en Centrafrique.

Comme toujours en Centrafrique, c'est la France qui a les cartes en main.

Pourquoi a-t-elle laissé son ami Bozizé se faire déposer par les troupes aussi brutales que désordonnées, et mal équipées, de la rébellion dite de la « Séléka » ?

La « Séléka » n'a rien d'une rébellion populaire, c'est une alliance (ce que veut dire « Séléka » en sango) de seigneurs de guerre régionaux, menée par le criminel de guerre ougandais Joseph Kony.

Un ramassis de voyous recrutés dans le lumpen du nord, et surtout une bande bigarrée de mercenaires ougandais, tchandiens, ainsi que d'islamistes du Soudan (les « Jajanwids » responsables des massacres au Darfour), du Nigeria (les fondamentalistes de « Boko Haram ») et du Mali.

Ces bandes armées instrumentalisent la question religieuse – tournant les minorités musulmanes contre la majorité chrétienne – et la question régionale – le Nord riche en ressources contre le Sud – pour briser l'unité du pays et faire main basse sur les zones riches en matières premières, au Nord.

Derrière la « Séléka », on retrouve la main du tchadien Idriss Déby, lui qui participe à toutes les manœuvres de déstabilisation dans la région, dans ses intérêts et ceux de la France. Le grand « démocrate » réélu en 2011 … à 88,7% des voix.

Déby intervient au Mali aux côtés de la France, soutient les rebelles au Soudan qui ont divisé le pays, joue un rôle de médiateur biaisé en Côte d'ivoire, tout en mettant à disposition



La France reproduit le « schéma malien » au Centrafrique, déstabiliser pour mieux intervenir !

la base tchadienne pour l'intervention française en Libye.

C'est Déby et le Tchad qui vont mener la mission MISCA dépêchée par l'Union africaine (UA), avec les forces du Gabon d'Ali Bongo, du Cameroun de Paul Biya, du Congo de Denis Sassou N'Guesso : quatre alliés de la France, dirigés par des dictateurs patentés.

Que des éléments islamistes maliens opèrent désormais à Bangui, à 4 000 km du nord du Mali posent plusieurs questions, pointent la duplicité de la position française.

Cela pose la question d'abord de l'intervention de l'OTAN en Libye, avec le renforcement de milices islamistes, armées et financées par les pays occidentaux et les pétro-monarchies du Golfe.

Certains de ces groupes se sont

L'armée française en Centrafrique

ensuite déplacés au Mali, créant une instabilité qui a donné un prétexte à l'intervention française. Le transfert de ces groupes vers Centrafrique offre désormais un nouvel alibi à la France qui, en deux ans, aura déstabilisé la moitié du continent.

Le « schéma malien » transposé en Centrafrique

On peut retrouver exactement le schéma de déstabilisation puis d'intervention développé par la France au Mali.

1 – la pré-existence d'un gouvernement corrompu, lié directement à la France, que ce soit le gouvernement d'ATT au Mali, ou de Bozizé en Centrafrique, ne se distinguant que par le niveau de violence politique et d'autoritarisme.

Les deux ont appliqué pendant plus d'une décennie les recettes libérales du FMI, ont multiplié les accords de coopération gagnant-perdant avec la France, dans les domaines économiques et militaires.

2 – la découverte de nouvelles sources de matières premières : au Mali comme en Centrafrique, ces dernières années, ont été découvertes de nouvelles réserves pétrolières, dans des pays déjà riches en minéraux (diamants, or, bauxite).

Comme le Mali d'ATT, la Centrafrique de Bozizé venait de signer des contrats de prospection avec les firmes pétrolières chinoises tel CNPC, dévoilant des réserves pétrolières se chiffrant en millions de barils, menaçant les intérêts de TOTAL et des firmes occidentales, en général.

3 – le « laissez-faire » et soutien indirect aux groupes séditieux terroristes : au Mali, c'étaient les groupes islamistes (AQMI, Ansar al Dine, Muqa) financés par nos amis qataris, en Centrafrique, ce sont les milices alimentées par le Tchad, premier allié dans la région. Dans les deux cas, on laisse se créer des zones de non-droit, au nord, et pourrir une situation sciemment créée.

4 – un coup d'État de palais pour mettre fin à l'État souverain : c'était le coup d'État du capitaine Sanogo au Mali, celui de Michel Djotodia en Centrafrique, qui aboutissent rapidement à la faillite de l'État, à la déliquescence des formes armées, à la division du territoire, rendant la situation chaotique et incontrôlable, et une intervention armée extérieure nécessaire.

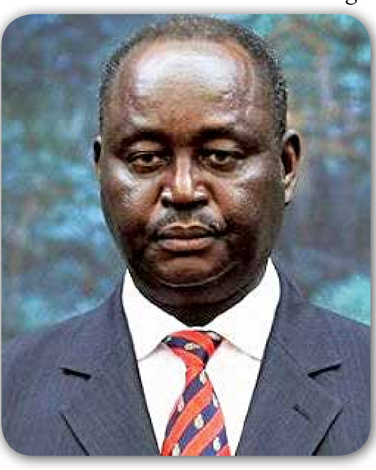
5 – l'intervention militaire française : présentée comme le salut du Mali ou du Centrafrique, avec l'aval de l'ONU, avec le soutien d'une force africaine piochée dans les dictatures de la région (Tchad, Congo, Gabon), permet à la France de sécuriser sa position dans la région, et de faire main basse sur les ressources pétrolières.

La Françafrique change … pour ne rien changer : un impérialisme sur la défensive

Lors de son discours à Dakar, en octobre 2012, François Hollande prétendait que « le temps de la Françafrique est révolu », dans la foulée, il intervenait au Mali. En janvier 2013, sur la Centrafrique, il réaffirmait que « ce temps-là est terminé ».

Si en janvier, l'armée française a laissé les milices déposer Bozizé, mettre le pays à feu et sang, désormais elle prend prétexte de la protection des ressortissants… qui sont 1 200 en Centrafrique, pour renforcer le contingent. Actuellement, il y a 400 soldats français, soit 1 soldat pour 3 civils !

François Hollande et Laurent Fabius ont appelé ce 20 novembre la communauté internationale à « agir



François Bozizé

». Ils viennent d'annoncer l'envoi de troupes supplémentaires, un bâtiment de guerre vient de partir de Toulon avec 300 hommes à bord, ainsi que plusieurs véhicules blindés et hélicoptères.

Le temps de la Françafrique n'est pas révolu, moins que jamais. La France opère toujours en Afrique pour défendre ses intérêts, celui de ses multi-nationales.

Si la France n'est plus le seul partenaire commercial en Centrafrique, elle reste le premier investisseur. Air France, Bolloré, Castel, France Télécom sont encore parmi les principaux investisseurs dans le pays.

Total est toujours présent en Centrafrique lorgnant sur les champs pétroliers potentiels du Nord. Areva avait signé en 2008 un contrat prometteur pour l'exploitation de la mine d'uranium de Bakouma, espérant diversifier ses sources.

Au-delà des intérêts économiques, la Centrafrique revêt un intérêt stratégique vital pour la France. Il suffit de regarder une carte du continent pour voir la place centrale du pays entouré par le Congo au sud,

Suite à la page (14)



La Centrafrique est un petit pays de 4 millions d'habitants, mais très riche en ressources naturelles – or, diamants, bauxite, phosphate, uranium, maintenant pétrole.

Le Mexique et la stratégie mondiale contre les drogues



La drogue a joué un rôle fondamental sur tous les théâtres de conflits comme source illicite de moyens financiers pour toutes les forces belligérantes gouvernementales ou rebelles

Par Pierre Charasse

Le débat mondial sur la « guerre contre les drogues » a été paralysé depuis des années, essentiellement en raison de l'attitude fermée et intransigeante des Etats-Unis et de l'Union européenne (UE), mais aussi par la Russie et la Chine qui maintiennent, pour des raisons différentes, une ligne prohibitionniste dure. Mais enfin les choses commencent à bouger. Plusieurs pays affectés par des politiques totalement contre-productives et socialement très coûteuses demandent – et même supplient – qu'il y ait un changement dans la vision des problématiques liés à l'usage de drogues dans le monde. Avec la Déclaration d'Antigua Guatemala rendue publique le 6 juin 2013 [1], l'Organisation des Etats américains (OEA), lors de sa 43e assemblée ordinaire, a réussi à ouvrir une discussion de fond sur le régime de prohibition en partant des évidences : les politiques répressives sont un échec retentissant. Les rapports annuels de l'ONU depuis des années en sont le meilleur témoignage.

La lutte contre les drogues mise en place au début du 20e siècle repose sur des bases extrêmement discutables et n'a aucun fondement scientifique. La raison d'être de toutes les conventions internationales sur la drogue depuis la Conférence de Shanghai en 1912 est la volonté des Etats-Unis d'imposer au monde entier une morale puritaine du 19e siècle caractéristique d'une partie de la société protestante anglo-saxonne pour laquelle l'abstinence est une vertu et le plaisir un péché. A l'origine, cette approche avait un fort contenu raciste et xénophobe antichinois, puis cette politique est devenue un instrument du colonialisme et de l'ingérence sélective des pays occidentaux dans certaines parties du monde.

Peu à peu, la justification moraliste s'est érodée, mettant en évidence ce qu'il se trouvait derrière : une énorme hypocrisie et des intérêts peu avouables. Cette ligne indéfendable a été remplacée dans les années 1970-1980 par une nouvelle idéologie occidentale prohibitionniste, fondée sur la volonté très paternaliste officiellement affichée de protéger l'être humain contre lui-même, avec une approche plus sanitaire et sociale. Mais ce n'était qu'une apparence. Avec la multiplication des conventions de droit pénal international, les gouvernements ont durci les politiques prohibitionnistes et, par contrecoup, ont transformé la problématique de la drogue en une question majeure de géopolitique, en ignorant sa dimension de santé publique.

Jusqu'à nos jours, la drogue a joué un rôle fondamental sur tous les théâtres de conflits comme source illicite de moyens financiers pour toutes les forces belligérantes gouvernementales ou rebelles, comme l'a très pertinemment montré l'Observatoire géopolitique des drogues de Paris [2]. Ce fut le cas au Vietnam, au Liban, en Amérique centrale (financement de la « contra » nicaraguayenne par la CIA avec l'argent de la drogue), en Colombie, dans les Balkans, en Afghanistan (premier producteur mondial, où l'OTAN couvre la production d'opium), en Irak, en Libye, dans tous les conflits en Afrique sub-saharienne, aujourd'hui en Syrie etc. De plus, l'amalgame qui est fait désormais avec le terrorisme permet de justifier dans le monde entier de très graves atteintes aux libertés individuelles. En définitive, chaque pays affronte ou utilise la question de la drogue à sa manière et en fonction de ses intérêts, sans se préoccuper, outre mesure, de ce qui devrait être la première des priorités : la santé publique. C'est pour cette raison que le refus du régime prohibitionniste est de plus en plus fort dans le monde.

Dans les interminables discussions sur la drogue, il y a toute une gamme de positions, depuis celle des partisans de la répression la plus brutale et mortifère, à celle des ultra-libéraux comme Milton Friedman ou Georges Soros, en passant par la réduction des risques avec la distribution de produits de substitution et prise en charge médicale, la dépénalisation partielle ou totale, et la légalisation contrôlée.

Le gouvernement des Etats-Unis, qui n'a plus aujourd'hui d'arguments crédibles et qui a perdu toute autorité morale en la matière, maintient le principe de la prohibition absolue au niveau international, alors qu'il n'a ni la volonté ni la capacité d'affronter la croissance phénoménale de l'usage de drogues sur son territoire, le plus grand marché du monde. A tel point que tout récemment, le procureur général Eric Holder a fait une proposition révolutionnaire : ne plus appliquer la loi aux petits consommateurs et trafiquants qui remplissent les prisons américaines alors qu'ils ne représentent aucun danger pour la société.

De fait, les autorités américaines fédérales, ou celles de chaque Etat, s'orientent vers une politique de réduction des risques (ce qu'elles ont combattu pendant des années), c'est à dire qui s'oriente vers la dépénalisation de l'usage des drogues (en premier lieu la marijuana) accompagnée d'une assistance sanitaire et sociale aux toxicomanes. C'est un premier pas. Logiquement, le suivant devrait être un régime de légalisation contrôlée de la production – commercialisation et consommation des drogues – ce qui devrait déboucher sur une demande de révision en profondeur du droit pénal international.

Ceci aura pour conséquence, comme viennent de le décider le gouvernement et le parlement de l'Uruguay, de sortir de la clandestinité des actes jusqu'alors interdits par la loi mais pourtant largement répandus dans la population, et de respecter l'un des premiers droits fondamentaux de l'homme, celui de disposer de son corps. Ceci avec les limitations réglementaires appliquées à d'autres substances comme l'alcool et le tabac ou les médicaments contrôlés.

L'Uruguay, petit pays très respecté et qui jouit d'un grand prestige international, nous montre le chemin à suivre. Le jour où les Etats-Unis renonceront à la prohibition chez eux et laisseront à chaque pays la liberté d'agir souverainement au mieux de ses intérêts nationaux, l'immense majorité des membres des Nations unies appuieront ce mouvement salutaire. Mais ils ne bougeront pas s'il n'y a pas une forte pression internationale.

Le Mexique, pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du G20 et du Groupe d'action financière (GAFI), pourrait jouer un rôle fondamental pour accélérer ce processus. Il ne l'a pas fait jusqu`à présent bien qu'il soit le pays le plus affecté au monde par la « guerre contre les drogues » : des dizaines de milliers de morts et disparus (entre 70 000 et 120 000 durant le sexennat écoulé), une violence extrême, des violations persistantes des droits de l'homme, une corruption à grande échelle. Il est prisonnier de l'Initiative Merida [3] qui le soumet aux exigences américaines et donnent un droit d'ingérence illimité aux services américains. Sans les ressources du « narco », l'économie mexicaine pourrait se contracter fortement. La toute récente loi sur le blanchiment en vigueur depuis juillet 2013, qui introduit dans le droit pénal mexicain les recommandations de l'OCDE et du GAFI, a suscité de fortes réactions de la part des acteurs économiques « exposés » ou « vulnérables » comme les notaires, les avocats, les agents immobiliers, les grandes enseignes commerciales, les boutiques de luxe, les casinos, les bijouteries etc., obligés désormais de signaler leurs clients suspects par des « déclarations de soupçon».

Des avocats particulièrement astucieux ont contre-attaqué avec un argument discutable : la loi viole un principe fondamental des droits de l'homme en portant atteinte à la présomption d'innocence. Si cet argument est retenu par la justice mexicaine et fait jurisprudence, ce serait un coup fatal porté à la législation anti-blanchiment au Mexique, et peut-être dans d'autres pays. En attendant, avec cette loi, le Mexique est face à un dilemme difficile : mettre en œuvre avec rigueur les nouvelles dispositions pénales, avec le risque d'affecter sérieusement des secteurs importants de l'économie mexicaine, ou fermer les yeux en ne poursuivant que quelques délinquants mineurs, avec l'approbation tacite du GAFI, du FMI et des Etats-Unis.

Dans le domaine du blanchiment, les autorités américaines font preuve d'un grand laxisme et ne sont pas très regardantes sur les mouvements de capitaux en provenance du Mexique. Là encore, il y a double langage. Le chemin le plus réaliste pour arrêter le massacre et sortir l'économie de la drogue de la clandestinité, c'est la légalisation contrôlée, ce qui limiterait le champ d'application de la loi anti-blanchiment à des activités criminelles comme les enlèvements, les extorsions, le trafic d'êtres humains, les fraudes en tout genre et, bien sûr, la corruption, phénomènes qui exaspèrent la société mexicaine et contre lesquels les autorités se montrent peu efficaces. La légalisation contrôlée permettrait aussi de mettre en place des politiques éducatives et sanitaires préventives et la prise en charge ouverte des toxicomanes

Suite à la page (19)

La vérité comme enjeu !



François Hollande et Barack Obama. Ils voulaient s'emparer des réserves de gaz et de pétrole syrien. Ils sont responsables de plus de 100 000 morts.

Par Thierry Meyssan

Que se passe t-il en Syrie depuis trois ans ? Selon les médias de l'Otan et du CCG [ndlr. Conseil de coopération du Golfe], le « régime » y réprime dans le sang une révolution démocratique. Toutefois cette version est contredite par le soutien actuel au gouvernement estimé, selon les sources, entre 60 et 90 % de la population. La vérité est toute autre : l'Otan et le CCG ont perdu successivement une guerre de 4ème génération et une guerre de type nicaraguayen. Ce sont eux, et eux seuls, qui ont organisé et financé la mort de 120 000 Syriens.

L'un des enjeux de la préparation de la conférence de Genève est d'écrire l'histoire de la Syrie. Les puissances de l'Otan et du Conseil de coopération du Golfe tentent d'imposer leur version des événements ce qui leur donnerait un net avantage à la table des négociations. D'où, soudain, une avalanche d'articles et de reportages récapitulatifs dans la presse occidentale et du Golfe.

Les Occidentaux et le CCG affirment que la crise syrienne se situe dans le prolongement du « printemps arabe ». Le « régime de Bachar » aurait réprimé dans le sang l'aspiration de son peuple à la démocratie. L'Otan et le CCG seraient alors intervenus pour protéger la population civile.

La réalité est toute autre : les États-Unis ont planifié la destruction de la Syrie lors d'une réunion, le 15 septembre 2001, à Camp David. Ils ont commencé à la préparer en adoptant le Syria Accountibility Act, le 12 décembre 2003. Ils ont tenté de précipiter la Syrie dans la guerre d'abord en faisant adopter la résolution 1559 du Conseil de sécurité, puis en assassinant l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri et en accusant nommément le président el-Assad de l'avoir ordonné. Ayant échoué ce scénario, ils ont sous-traité la guerre au Royaume-Uni et à la France qui s'y sont préparés par le Traité de Lancaster, le 2 novembre 2010. Le signal du lancement des opérations a été donné par les États-Unis, depuis Le Caire, début février 2011.

Février 2011-juillet 2012 : la guerre de 4ème génération

À partir de cette date et durant 15 mois, l'Otan et le CCG ont lancé une guerre de 4ème génération, entièrement basée sur leur domination des grands médias. Ils ont fait croire au monde, y compris aux Syriens, que le pays entier s'était soulevé, alors que les plus importantes manifestations n'ont pas excédé 5 000 personnes.

Suite à la page (19)

Raul Castro reçoit le président de la pétrolière Rosneft. la Havane, 25 novembre, (RHC)

Le chef de l'État cubain, Raul Castro, a reçu à La Havane, Igor Ivanovich Sechin, le président de l'entreprise pétrolière Rosneft, qui se trouvait à la tête d'une délégation russe qui a réalisé une visite de travail dans notre pays. Durant la rencontre, les deux parties ont dialogué sur la volonté commune de continuer à approfondir les relations dans des secteurs comme la santé, le tourisme, l'énergie, la formation de techniciens et de spécialistes dans le domaine du pétrole. Raúl Castro et Igor Ivanovich Sechin ont bavardé aussi sur le processus d'actualisation du modèle économique cubain, sur l'intégration régionale et sur les possibilités qu'offre la Zone Spéciale de Développement du Mariel pour de futurs investissements.



Raul Castro (à droite) et Igor Ivanovich Sechin à La Havane

Le président Raul Castro félicite le peuple pour les résultats des exercices militaires Bastion. La Havane, 23 novembre, (RHC)

Le Général d'Armée et président des Conseils d'État et des Ministres, Raúl Castro, a félicité le peuple pour les résultats satisfaisants des exercices militaires Bastion 2013. Il l'a appelé à participer aux Journées Nationales de la Défense, cette fin de semaine. Au cours d'une vidéo conférence, Raul a expliqué que par ces exercices les Cubains ont fait un pas important dans le renforcement de la défense de la Révolution.

Le Premier Secrétaire du Parti Communiste de Cuba a lancé un appel à perfectionner de façon constante chacune des tactiques et des méthodes employées afin de rester en alerte face à une quelconque agression ennemie.

L'exercice militaire a pris fin hier dans tout Cuba au terme de 4 journées dont le but était d'élever la capacité et la cohésion des organes de direction pour faire face à des agressions militaires. Lors de Bastion 2013 la disposition de combat des unités des ministères de l'Intérieur et des Forces Armées Révolutionnaires a été testée, de même que la résistance à des méthodes d'épuisement systématique de l'ennemi, ainsi que l'efficacité des communications en situations d'urgence.

Suite de la page (4)

de l'Etat pour asseoir des intérêts mesquins, pour protéger des complices, pour monnayer les basses œuvres, pour aliéner et lessiver les consciences des gens vulnérables, ne mènera qu'à l'échec et à la ruine.

Le Président de la République est devenu un fauteur de troubles accusé du blocage des institutions. Le tiers du Sénat, les collectivités territoriales ne sont pas renouvelés faute d'élections ; la Cour des comptes, les tribunaux sont bloqués, faute par l'Exécutif de respecter la Constitution et la loi ; les institutions telles le Conseil Electoral Permanent, le Conseil Constitutionnel ne peuvent voir le jour faute d'élections. L'opposition démocratique et populaire refuse de rencontrer un Président qui réprime violemment et au prix de mort d'hommes ses manifestations démocratiques et légales alors qu'il caracole en tête des contre-manifestations. La société haïtienne critique amèrement le Président de la République qui alimente personnellement la confrontation de rues entre les différentes couches de la population dans un contexte de reviviscence du « colorisme bon marché ».

Les organismes de droits humains, depuis l'accélération des manifestations populaires appelant au départ du Président de la République, vont des prisons aux hôpitaux. L'insécurité multiforme, alimentaire, environnementale, politique fait rage. Des repris de justice sont libérés pour s'adonner aux basses besognes d'un pouvoir agonisant. « Les canards sauvages sont dans les rues », le pays est quadrillé de civils armés, d'un melting pot de tireurs à la gâchette facile engoncés dans des frocs divers. Ce dépeuplement des prisons n'est pas lié à la lutte contre la détention préventive prolongée mais au fait que l'Etat n'a pas prévu les moyens de nourrir les prisonniers. Il y a une crise qui secoue les prisons et des élargissements assortis de conditions ténébreuses sont pratiqués pour huiler la machine des escadrons de la mort qui reprennent du service. C'est le comble et c'est pourquoi le Président de la République souffle le chaud et le froid, lançant à la fois des appels au dialogue et des mots d'ordre de guerre ; des paroles de convivialité, d'amour et des cris de haine contre l'opposition démocratique.

Est-il prêt à débattre de toute cette turbulence morale, normative, comportementale qu'il a installée à la tête de l'Etat ? Est-il prêt à reconnaitre les fautes monstrueuses et multiples qu'il a commises avec désinvolture et une absence totale de culture institutionnelle ? Est-il prêt à se débarrasser de son rêve macabre de renverser le Parlement, de déguerpir la classe politique, de vassaliser les autres pouvoirs, d'entretenir un CEP à sa dévotion, de prélever taxes et impôts dans un pays éreinté par le chômage, de puiser à pleines mains dans les caisses de deniers publics pour endetter une population qui a faim, qui n'a pas le courant électrique et qui est maintenu dans l'assistanat plutôt que d'être orientée vers les voies de la dignité ?

La conjoncture est lourde de reproches acrimonieux, de revendications incisives et de demandes de compte fermes vis-à-vis du pouvoir en place:

La violence exercée contre les populations manifestant pacifiquement et les préjudices matériels et moraux qui en dérivent sont condamnables.

L'exemple offert par le Président de la République au Cap-Haitien, à la tête d'une manifestation de rues pour alimenter l'esprit de confrontation et de haine au niveau de la population est condamnable.

Les représailles dirigées contre les proches parents des opposants au pouvoir, notamment les parlementaires, consistant à les démettre de leurs fonctions, à les révoquer pour raison politique sont condamnables.

Le choix d'importer le riz et d'autres produits vivriers nécessaires à la consommation courante au lieu d'organiser la relance agricole et l'encadrement de la paysannerie est condamnable.

La politique de marginalisation des compagnies haïtiennes et de la main d'œuvre locale au profit des multinationales est condamnable.

L'insensibilité du pouvoir en place face aux revendications justes des étudiants de l'université, des employés révoqués, des syndicats de transporteurs, des syndicats d'enseignants, des planteurs, des ouvriers est condamnable.

L'installation d'agents intérimaires dans les collectivités territoriales comme lieu de blanchiment de criminels est condamnable.

Les obstructions du Président de la République au fonctionnement régulier de l'Etat sont condamnables.

L'instrumentalisation du plan de carrière de la police par le pouvoir en place est condamnable.

La persécution de journalistes, le transport par des dizaines de bus des partisans du pouvoir au Cap-Haitien le 18 novembre passé, l'affectation des médias d'Etat au service du pouvoir, sont des signes clairs du retour de la dictature… Et cela est hautement condamnable.

La phobie par le pouvoir de l'opposition démocratique notamment l'opposition parlementaire respectée dans tous les parlements du monde est condamnable.

Nous condamnons les auteurs intellectuels, les commettants, les coauteurs et complices de ces faits et actes au nom des intérêts et des droits du peuple que nous avons juré de défendre.

Honorables parlementaires de l'Assemblée nationale,

Soyez lucides et vigilants. Vous êtes des hommes et des femmes d'Etat au service du peuple. Au nom de l'éthique, assumez vos responsabilités morales, politiques, sociales. La visibilité que vous recherchez constamment peut se traduire éloquemment en nombre de présences aux séances et réunions statutaires. Armez-vous de courage pour continuer le combat institutionnel tout en restant à l'écoute des revendications des populations bafouées et choquées par l'impéritie de l'équipe en place.

Honorables Sénateurs de la République,

Je vous félicite pour avoir maintenu intacte la solidarité du grand corps et sacrifié au maintien de sa légende de dernier rempart de la démocratie républicaine.

Honorables Députés,

Je me réjouis de ce que vous réalisez et cela en écho aux prises de paroles et de position du Président de votre corps, que l'invalidation du Sénat entraine le dysfonctionnement et le renvoi de l'institution parlementaire dans un contexte où depuis deux ans et demi, des élections obligatoires ne sont pas tenues. Hissez-vous à la hauteur du mandat qui vous a été octroyé par le peuple souverain.

Le Président de la République et son gouvernement ne veulent pas organiser des élections. Ils prévoient de diriger par décrets. Ayant été allaité à la mamelle des « fiyèt lalo », le chef suprême n'accepte pas la démocratie. Ses faits et gestes, ses pensées, ses démarches, ses réflexes puent la dictature.

La question qui nous taraude l'esprit est encore celle-ci : Y aura-t-il des élections à la fin de l'année 2013 ? Si non, les Autorités de l'Exécutif et du CTCEP se déclareraient incompétentes, incapables de gérer une démocratie parlementaire et emporteraient les conséquences de ce forfait.

Sénateurs de la République, Députés du peuple,

Je ne suis d'accord avec ceux d'entre vous qui se seraient mis avec docilité sous la coupe de l'Exécutif, mais je respecte ceux qui, conscients de leur mandat, prêtent concours à l'Exécutif pour des prestations favorables au peuple.

Travaillons ensemble avec intelligence, dans le respect des institutions, de nos mandats et du peuple haïtien. Si aujourd'hui, pacifiquement Dessalines se rend chez Pétion pour dire « Ke tout moun se moun », le pouvoir législatif n'ira ni au Palais national ni à la Primature. Il attend le Président de la République et le premier ministre à l'ouverture de la session ordinaire du deuxième lundi de janvier 2014 au Parlement aux termes des articles 151 et 98-3 alinéa 10 de la Constitution amendée.

Le dialogue pour nous est institutionnel … Alors que les institutions parlent !

Pour le bien-être de toutes les composantes de la population, le dialogue social, politique que les acteurs de tous bords réclament devra mobiliser toute la nation. Ceux qui auront convoqué ces assises devront être prêts à tout donner pour le bien commun.

Honorables Députés et Sénateurs de l'Assemblée nationale,

Nous sommes sous les feux de l'urgence ! Nous allons travailler en chambre séparée, faisons diligence et faisons bien pour la gloire de la patrie commune.

Serrons-nous les coudes, elle peut être bien féconde, cette conjoncture en décomposition et en germination maligne. Espérons qu'elle peut être encore porteuse de concertation et de renouveau dans la gestion des affaires de la République.

« Les arbres fleurissent à la belle saison ». (J. Stephen Alexis). Tentons tous ensemble, Législatif, Exécutif et Judiciaire de faire de chaque saison un printemps du renouveau et de la régénération pour le salut du peuple haïtien.

Que Dieu veille sur Haïti !

Suite de la page (3)

Dans la matinée du jeudi, un jeune homme a été tué dans la banlieue Sud de la capitale, à Carrefour au niveau de Côte-Plage 24, alors qu'il venait d'effectuer une transaction bancaire de 20 mille gourdes. Des bandits circulant à moto ont attaqué la victime dans une camionnette. Au moment de cette attaque, une écolière qui se trouvait également dans le véhicule a été atteinte d'un projectile au pied.

Le cas le plus spectaculaire est celui du Pasteur Serléus Simon âgé de 59 ans, dont le corps a été découvert le samedi 23 novembre avec un fil électrique autour de son cou dans un Champ de maïs, situé à Pernier 40 dans les hauteurs de Pétion-Ville. Il avait été kidnappé la veille par des bandits armés. Ces derniers étaient déjà en négociation avec des proches de la victime. Ils réclamaient cent mille dollars US en échange de sa libération. Sa femme a été grièvement blessée par balles. Le Pasteur Serléus Simon était président de l'Union Evangélique Baptiste d'Haïti (UEBH).

Il faut toutefois rappeler qu'à Petit-Goâve, le jeudi 21 novembre dernier, la Police Nationale d'Haïti a procédé à la saisie d'un lot de 10 armes à feu et une importante quantité de munitions insérées dans un sac de charbon qui se trouvait dans un camion de transport en commun assurant le trajet Miragoâne/Port-au-Prince. Selon certaines informations les armes et minutions appartiendraient à une importante personnalité dont le nom n'a pas encore été révélé. La police a procédé à l'arrestation de 3 individus dont William et Wilner Dossous, 2 résidents de Delmas 17.

Suite de la page (8)

la capitale, alors que la plupart des ONG a plié bagage. Dans des quartiers dévastés, sur des kilomètres, leurs taches bleues recouvrent les mornes. On perfore la toile au couteau pour y créer des fenêtres, et on y survit sous une chaleur assassine. Au soleil couchant, une femme se lave sur le bord de la route, tout près des voitures qui crachent leur fumée noire.

Les promesses des donateurs internationaux sont largement restées lettre morte. Fin septembre 2012, le bureau de l'envoyé spécial d'Haïti à l'Organisation des Nations unies (ONU) annonçait qu'à peine plus de la moitié des 5,37 milliards de dollars promis lors de la conférence de New York, en mars 2010, avaient été distribués. Les fonds étaient supposés arriver avant l'automne 2012, mais une partie des sommes reste gelée, faute d'institutions publiques solides et fiables. Confortablement anonyme, la « communauté internationale » s'est emparée du processus de reconstruction. Mais la diversité des acteurs et des intérêts entrave toute avancée. Et les projets s'orientent quasi exclusivement vers la promotion de l'assistance et de l'investissement étrangers, bref, du libre-échange. « Haïti is open for business » (« Haïti est ouverte aux affaires »), résume le slogan que s'est choisi le nouveau président Michel Martelly, au pouvoir depuis mai 2011

La commission Clinton, une « vaste plaisanterie »

Une Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), avec à sa tête l'ancien président américain William Clinton et l'ex-premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive, avait été formée au lendemain du séisme pour approuver les projets qui seraient financés par la Banque mondiale. Deux ans plus tard, elle apparaissait comme une vaste plaisanterie. « Un bourbier d'indécision et de retard », selon l'ONG britannique Oxfam, dans son rapport du 6 janvier 2011. Au terme du mandat de la CIRH, fin 2011, le Fonds de reconstruction d'Haïti (FRH) a pris la relève. Il est piloté par le gouvernement haïtien et par des représentants du patronat, de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et des ONG. Mais la structure a peiné à recevoir l'aide des bailleurs de fonds internationaux. A son tour, le Fonds Clinton-Bush, créé en janvier 2010 à l'initiative du président américain Barack Obama, a annoncé son retrait le 31 décembre 2012. Les 54 millions de dollars qu'il avait permis de collecter ont été dépensés. Pourtant, les résultats ne se voient guère. « Certains mettraient leur main à couper que cet argent n'a pas financé des secteurs productifs de l'économie. D'autres diront le contraire. Les choses, ici, ne sont ni blanches ni noires », écrit le journaliste Roberson Alphonse dans le quotidien Le Nouvelliste (7 décembre 2012). Eu égard au tarissement de l'assistance financière, le président de la Banque mondiale, M. Jim Yong Kim, a lancé un appel en quittant le pays, le 7 novembre 2012 : « Ce n'est pas le moment de suspendre l'aide à Haïti. »

Au sein du comité de pilotage des donateurs, chaque Etat défend les intérêts de ses entreprises. En résultent des microprojets, disparates, sans vision d'ensemble. La moitié ne sont pas entérinés, faute de financement. Pour l'heure, Haïti est devenue le nouvel eldorado des compagnies étrangères : une « ruée vers l'or », selon l'expression de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Kenneth Merten, dans un câble diplomatique révélé par WikiLeaks. Les Américains sont accusés de favoriser leurs compagnies nationales, tandis que les Haïtiens restent sur le bord de la route. Les 267 millions de dollars d'aides de la CIRH ont généré mille cinq cents contrats pour des sociétés américaines, vingt pour des entreprises locales.

Tous les projets sont censés passer par la commission Clinton, qui les valide, avant d'être approuvés par la Banque mondiale. Un bureau anticorruption s'est ouvert au sein de la CIRH, mais seulement en mars 2011. Entretemps, les deux tiers des projets ont été approuvés. Sans compter que ceux qui ne dépassent pas 1 million de dollars n'ont pas à être examinés.

Des scandales éclatent régulièrement : salaires vertigineux de contractants, construction d'écoles fantômes, etc. Quand il était en poste, M. Bellerive a accordé en une seule journée (le 8 novembre 2010) huit contrats à trois compagnies appartenant au sénateur dominicain Félix Bautista. Montant total : 385 millions de dollars. L'ancien président René Préval a achevé son mandat dans une atmosphère délétère : on l'accusait d'avoir détourné plusieurs millions de dollars des fonds du Petrocaribe (1) pour financer la campagne de son poulain à l'élection présidentielle, M. Jude Célestin, en 2011.

Anciens duvaliéristes dans l'entourage de « Sweet Micky »

Bien des jeunes portent encore au poignet le bracelet rose de la campagne de l'actuel président, M. Martelly. De son nom de scène « Sweet Micky », cet ancien chanteur de compas a gagné les suffrages de la rue en promettant l'école gratuite, la lutte contre la corruption et la sécurité. Déjà, des doutes planent sur son entourage, composé d'anciens duvaliéristes mais aussi de policiers soupçonnés d'avoir trempé dans le trafic de drogue il y a une dizaine d'années. Le Federal Bureau of Investigation (FBI) enquête actuellement sur un vaste réseau d'enlèvements qui impliquerait des proches du président.

Financé par le Canada, le programme 16/6 du président Martelly, qui concerne six camps dans seize quartiers, a délogé les sinistrés des principales places publiques, moyennant une prime de départ de 20 000 gourdes (360 euros). Au prix parfois d'expulsions violentes. Mais avec une somme aussi dérisoire, les familles n'ont pu que reconstruire des taudis aux abords des bidonvilles et sur le flanc des collines.

Des éclairs rayent le ciel au-dessus de Delmas, l'un de ces camps. Au milieu des ombres furtives se détachent des regards vifs. S'agit-il de bandits ? De ceux qui, dans cette zone de non-droit, dépouillent parfois les passants, arme sur la tempe, ou violent des jeunes femmes, sous les tentes, non loin du commissariat central ?

Un rapport alarmant de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), publié le 12 novembre 2012, souligne que « l'insécurité s'aggrave » et que « cette situation ne doit rien à la fatalité, mais aux choix de politiques économiques nationales largement dominées par les décideurs internationaux ». « La criminalité a été multipliée par cent depuis le séisme », affirme devant nous un inspecteur de l'ONU.

Ce jour-là, dans le quartier du Bicentenaire, un homme titube, puis s'effondre sur la route. Son corps se convulse sur le bitume devant les passants, qui détournent le regard et poursuivent leur chemin. Un bout de bois finit par être déposé à ses côtés pour forcer la circulation à le contourner. De l'autre côté du port, à Cité Soleil, le plus grand bidonville de la capitale, une file s'est formée devant une marchande de galettes d'argile. La femme pétrit longuement la mixture mélangée à du beurre. Plusieurs centaines sèchent au soleil. « J'en mange trois par jour pour calmer la faim », dit en souriant Jeff, 20 ans, qui émerge de son sommeil, l'estomac torturé. Plus loin, des jeunes jouent au ballon, pieds nus, sur un vaste terrain vague.

Juchée sur les hauteurs de Port-au-Prince, une petite élite — 3 % de la population — se partage 85 % des richesses. Si pimpante dans cette ville à l'air poisseux, elle ne se déplace plus qu'à bord de ses 4 x 4 rutilants. Elle évite le bas de la ville pour contourner une misère qu'elle s'obstine à ne pas voir, mais qui s'étale de plus en plus sous ses fenêtres. « Le problème de Martelly, c'est qu'il propose une politique de charité. Il est incapable de concevoir un projet de refondation du pays. Son équipe est constituée d'enfants de la dictature, élevés dans le mépris du peuple, s'insurge l'écrivain Lyonel Trouillot. La véritable urgence est de reconquérir la souveraineté du pays. » Refonder ce qui n'existait pas implique, selon lui, de « repenser l'inégale répartition des richesses sur des bases structurelles équitables et fiables. Une question qu'on refuse de se poser. Car cette situation de pauvreté profite aux ONG et au pouvoir économique, pour lesquels Haïti n'est pas un pays mais un commerce ! » (2)

Des ossements humains jonchent le sol à l'endroit où s'érigeait hier « Fort Dimanche », le plus important centre de torture sous la dictature des Duvalier. Pourtant, sur les murs on peut lire un graffiti proclamant : « Bon retour, Jean-Claude Duvalier ! » Nostalgie d'une époque sanguinaire mais prospère : le prix du sang serait-il préférable à celui de la misère ? Toujours est-il qu'après vingt-cinq ans d'exil Duvalier fils, dit « Baby Doc », qui vivait ruiné en France, pourrait être blanchi par la justice. Ce qui lui permettrait d'empocher les 6 millions de dollars bloqués sur un compte en Suisse pendant l'enquête judiciaire…

Une rivière de déchets, parcourue par des cochons noirs, se déverse dans les maisons de tôle ondulée, brûlantes, chaotiques. Dans ces conditions, le vibrion du choléra fait des ravages. Médecins sans frontières s'inquiète de la recrudescence des cas. Depuis son apparition, en octobre 2010, l'épidémie a fait plus de sept mille quatre cents morts et infecté six cent vingt mille personnes, dont plus d'une centaine à Cité Soleil. Elle touche surtout les plus pauvres. Le sentiment de révolte monte contre l'ONU, dont le régiment de Népalais, reconnu responsable de l'importation de la maladie, se refuse à admettre son tort.

La nuit, sur une route bordée de décombres, où un Christ a résisté, on découvre une chemise tachée de sang, dédiée par une victime d'un crime impuni à Altagrâce, sainte patronne d'Haïti, pour lui réclamer justice. Aux quatre coins de la capitale, des chants d'alléluia s'élèvent jusqu'à la transe. Pour l'heure, la foi suffit encore à étancher la colère.

Notes

(1) Accord avec le Venezuela permettant à Haïti de recevoir du pétrole à un prix préférentiel et adossé à des projets de développement.

(2) Voir aussi le documentaire de Raoul Peck, Assistance mortelle (2013).

Monde Diplomatique Mai 2013

Suite de la page (6) Apre.....

on an t ap moute nan komin Petionvil la. Delbrum te telman viv zak malonèt yo, kote Bandi legal ak Mayo woz Meri Petionvil yo: t ap tire kout wòch, tire bal ak lanse gaz lakrimojèn sou popilasyon an kote li te menm ede pote soutyen bay anpil viktim nan manifestasyon sa a.

Nou menm jounalis, n ap poze tèt nou yon grenn kesyon; Ki avans peyi sa a ka rive fè ? Lè n ap konstate yon ekip dirijan betizè, radotè, imoral, san respè pou lwa peyi nou an. Yo arogan, epi yo rele tèt yo Bandi Legal. Lè n ap gade jounalis pa gen okenn valè ankò, Kote Prezidan Martelly toujou ap imilye yo, li tchipe jounalis nan mikro jan l vle, li toujou prèt pou rantre nan manman jounalis yo, an prezans Prezidan Martelly Sekirite rapwoche l souflete jounalis Radio Kiskeya; Rodrigue Lalane jan l vle. Eske se sa pèp Ayisyen an merite ?

Yon pèp ki te batay pou fè libète laprès respekte epi konbat gwo rejim tonton makout ki t ap souse san pèp la nan mete gwo baboukèt nan bouch jounalis ak media yo poutan si n ap gade byen n ap remake rejim sa a retounen pran pye gras ak Martelly ? Nou swete laprès ak media yo nan peyi a fè plizye atelye travay pou estope emoraji sanginè sa a. Li lè, li tan pou vakabon malonèt Bandi Legal sanfwanilwa sa a yo sispann mete lapenn ak chagren nan kè jounalis ki reprezante zorèy ak je pèp la. Nou menm jounalis Ayiti Libète nou pap janm bouke denonse tout deriv ak zak malonèt sa yo k ap fèt chak jou pi plis nan mitan sosyete a. N ap mande jistis ak reparasyon pou Inorel Delbrum. Nou pa oblije tann yon lòt jounalis viktim ankò pou n leve kanpe kont diktati sanmanman sa a .

N ap swete bon kouraj ak kondeleyans pou tout Fanmi Delbrum Inorel, Zanmi jounalis li yo sitou sa ki akredite nan Palman an. Nou swete bon kouraj ak kondeleyans tou a Senatè Desras Simon Dieuseul.

Tercier Daniel ak Wendel Polynice

Suite de la page (10)



Comme toujours en Centrafrique, c'est la France qui a les cartes en main. Pourquoi a-t-elle laissé son ami Bozizé se faire déposer par les troupes aussi brutales que désordonnées, et mal équipées, de la rébellion dite de la « Séléka » ?

le Cameroun et le Nigeria à l'ouest, le Soudan à l'est et le Tchad au nord.

Quel lien entre l'intervention française et les intérêts américains ?

Globalement, les Etats-unis ont suivi la même position que la France, dans le soutien à la rébellion puis à l'intervention, non sans arrières-pensées potentielles – en profiter pour ouvrir un pays stratégique, chasse-gardée de la France, à l'influence américaine.

Confrontés à leurs limites, désireux de concentrer leurs troupes sur des terrains d'opération prioritaires (en Asie), les États-Unis délèguent – dans la répartition des missions au sein de l'OTAN – désormais leurs opérations en Afrique à des puissances secondaires, la France et la Grande-Bretagne, pour endiguer la puissance chinoise.

Ne nous laissons pas duper par la « rhétorique humanitaire ». Les arguments éculés et fallacieux sur la « lutte contre le terrorisme », depuis un siècle, c'est la France la force terroriste en Centrafrique. Laissons les peuples africains décider de leur propre sort !

Solidarité Internationale 25 novembre 2013



Over 3,000 Vehicles to Choose from that Fit Any Budget!
A Lot of Luxury
Doesn't Cost A Lot
2011 Mercedes Benz C300*
$18,995 plus tax & tags
4 MATIC, AWD, AT, Climate, Traction, P/h/seats, MR, a/b, abs, pm, cc, ps, pb, pw. pdl, lthr, alloys, cd, tilt #68924. 13k miles.
2008 BMW 528Xi
buy for $185 per mo. 72 mos
AWD, Auto, traction, leather alloys, p/d/l, ac, p/s. Stk #64068. 33k miles. 1.99% APR, $2995 down.
2010 INFINITI G37
buy for $235 per mo. 72 mos
Auto, trac, P/H/Seats, Moonroof, cruise, p/s, leather, Alloys, Tilt, 28k, #70898. 1.99% APR, $2995 down.
2011 INFINITI FX35
buy for $315 per mo./ 72 mos
AWD, Auto, traction, leather alloys, p/d/l, ac, p/s. Stk #75345. 39k miles. 1.99% APR, $4995 down.
2010 MERCEDES GL450
buy for $424 per mo./ 72 mos
Auto, trac, P/H/Seats, Moonroof, cruise, p/s, leather, Alloys, Tilt, 56k, #75041. 1.99% APR, $4995 down.
2009 MERCEDES S 550
buy for $445 per mo./ 72 mos
Auto, trac, h/seats, cruise, p/s, p/dl, ABS, pm, Alloys, CD, 43K, #76449 1.99% APR, $4995 down.
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call 877-356-5030 For Complimentary Pick Up.
MajorWorld.com
Tired of your old car? We'll buy it from you!**
1-888-396-2567
43-40 Northern Blvd., Long Island City, Queens
TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS

Suite de la page (6) Sale minimom.....

yo monte tarif yo jan yo vle epi ouvriye yo pa ka di anyen. Se desizyon yo antan ke chèf antrepriz yo bay, ouvriye/yèz yodwe obtanpere. Bref, yo tabli yon diktati, yon despotis anndan izin yo pou salè ouvriye yo toujou rete ba pou kou pwodiksyon yo rete ba. Konsa pou yo, Ayiti ap konpetitif lè salè ouvriye yo rete pi ba pase tout kote.

Se poutèt sa, n ap fè yon apèl a tout òganizasyon sendikal, òganizasyon travayè, popilè, pwogresis, òganizasyon dwa moun yo elatriye pou yo rantre nan mobilizasyon oswa apiye mobilizasyon nou lanse depi 5 novanm kote nou enfòme ouvriye/ouvriyèz izin soutretans nan tout peyi a (Pòtoprens, Karakòl akWanament) de rapò WRC ak BetterWork ki di klèman patwon yo ak konplis entènasyonal yo ap vòlè nan salè yo nan pa peye yo 300 goud salè minimòm pwodiksyon an. Mobilizasyon sa a KOSIT lanse, se pou di Konsey Salè a nou sou men nou, nou pap asepte yo pase nou nan tenten ankò tankou 2009 malgre gwo mobilizasyon ouvriye ak alye etidyan yo te fè kont demach agresif patwona te genyen kont premye lwa sou 200 goud palman an te fin vote epi prezidan Preval ak majorite palmantè kwoupyon te defèt anba presyon tout kalite fo chif ak manti patwona an te bay. Konsa tou n ap travay ak lòt òganizasyon onivo entènasyonal k ap fè solidarite ak ouvriye pou fè konpayi ki fè rad an Ayiti yo respekte epi peye salè ki fikse yo. »

Nan kad mobilizasyon sa yo, KOSIT te òganize yon mach avèk plizyè santèn ouvriye sou wout ayewopò madi 26 novanm. Mach sa a te sòti devan lokal DHL pou l al bout devan lokal Pak Endistriyèl la yo rele SONAPI, pou mande ogmantasyon salè ak bon jan akonpayman tankou : Transpò gratis, kafeterya. Swen medikal, pasyon elatriye. Ouvriye yo t ap rele : « Salè minimòm, 500 goud ! Salè Minimòm, 500 goud! Salè minimum 500 goud!»

N ap raple, 7 novanm pase a, KOSIT te òganize yon mach nan zòn franch Wanament lan, KODEVI, ki chita nan depatman Nòdès peyi a, mach sa a te sòti devan local KODEVI a pase nan diferan katye popilè yo, sou wout Wanament lan pou yo t al mete fen sou plas piblik la. Plizyè santèn ouvriye ki te patisipe nan mach sa a t ap revandikasyon 500 goud kòm salè minimòm. Se nan menm sans sa a, dimanch 17 novanm 2013, KOSIT te òganize yon konferans-deba ak 250 ouvriye nan lotèl Le Plaza nan Pòtoprens pou te diskite ak Konsèy Siperyè Salè a sou salè minimòm. Selon kalkil ekonomis Camille Charlmers, salè minimum lan ta dwe mil san goud (1,100goud), lè l konsidere latriye depans yon fanmi ak 5 moun, pou manje, kay, transpò, edikasyon, swen sante, rad elatriye, menm 500 goud la patwon yo k ap souse san travayè yo ak yon pouvwa k ap kore patwon yo pou eksplwate ouvriye yo pa vle bay 500 goud kòm salè minimòm.

N ap raple pou tout travayè yo, genyen yon Konsèy Siperyè Sale, ki genyen nan tèt li nèf (9) manm : 3 reprezantan sektè patwonal la, 3 reprezantan pouvwa tètkale a ak 3 reprezantan sektè sendikal la, ki te dwe travay pou fè yon pwopozisyon salè minimòm pou koumansman ane fiskal 2013-2014 la. Men daprè tout enfòmasyon k ap sikile, reprezantan patwon yo ak reprezantan pouvwa tètkale a k ap kaletèt pèp ayisyen an kanpe ankwa pou salè minimòm lan pa ogmante a 500 goud. Nan lane 2009, se menm sitiyasyon sa a ki te prezante ak lwa sou salè minimòm lan, se etidyan yo nan Invèsite Leta a ki te pran kòz sa a ak gwo manifestasyon pou te fòse yo bay ouvriye yo 125 goud pou pi piti ak 200 goud pou pi gwo. Depi lè sa a patwon yo pran pòz yo pa konprann lwa 2009 la pou yo pa ogmante salè minimòm lan. Jounen jodi a travayè yo bezwen solidarite tout sektè popilè ak pwogresis yo pou fòse patwon yo bay ouvriye yo 500 goud la epi ouvriye dwe pote kole nan tout mobilizasyon k ap fèt pou dechouke ekip tetkalekaletet Martelly-Lamothe la pou ka rive jwenn 500 goud la. Pou n fini, n ap ankouraje tout ouvriye rete vijilan, mobilize pou kontrekare kont tout vye konpwomisyon ki ka fèt sou do yo nan nivo konsèy sa a, paske yo anfas yon pouvwa ki pap defann enterè travayè yo ak nan mas pèp la.

Suite de la page (6) Krim...



mwayaj yon demwazèl ki te nan menm pwogram sa a, li fè konnen.: Se yon pwogram Dj ki gen anpil anbyans sitou mizik Rabòday, anpil katye popilè toujou òganize pwogram sa yo, pafwa anpil ladan yo toujou fini vè 1:00 oubyen vè 2:00 konsa nan maten. Selon sa anpil moun kapab konstate fen lane 2013 sa a pote anpil krim ak zak malonèt nan tout peyi a. Selon James yon Bizismann ki nan blòk Batima a, li di : zak sa yo pote anpil laperèz nan mitan tout popilasyon an, paske tout moun ap pleyen pou di peyi a vin pi mal. Pandan grangou ak lamizè ap chifonnen ti pèp la, estrès ak bandi ap pote yo ale pi rapid toujou ki donk, « li panse se paske nou pa gen dirijan serye nan tèt peyi a ki lakoz peyi a deraye nan eta sa a. » Li mande pou pèp Ayisyen an pran desten l nan men sinon pita pral pi tris paske si nou konstate byen tout pwoblèm sa a yo se toujou nan katye popilè yo, yo rive chak jou pi plis.

Tercier Daniel ak Wendel Polynice

Suite de la page (6) Not pou....

ensemble qui assume une posture raciste et anti-haïtienne, car cette sentence, vise particulièrement des Dominicains dont les ancêtres étaient venus d'Haiti. L'appui des plus hautes autorités dominicaines à la décision de la Cour constitutionnelle, renforce et ratifie définitivement un courant xénophobe, anti-haïtien qui n'a cessé de se développer dans ce pays au cours de ces dernières décennies.

Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et aux Réfugiés (GARR) salue les efforts diplomatiques déployés par Haiti pour dénoncer cette sentence et mobiliser d'autres pays de la région et des organisations internationales contre cette décision. Nous saluons particulièrement les différentes rencontres avec les Etats membres de l'OEA, de la CARICOM et de l'espace Petro caribe. Cette stratégie diplomatique est louable puisqu'elle permet de mobiliser des acteurs internationaux sur le dossier qui les concerne tous et éviter ainsi une confrontation directe d'Haiti avec la République Dominicaine.

Le GARR pense qu'il faudra continuer la lutte dans ce sens en élevant la voix partout et en faisant pression pour exiger de l'Etat dominicain le respect de ses ressortissants et celui des droits des personnes qui évoluent sur son territoire. Haiti doit éviter d'entrer dans une négociation directe avec la République Dominicaine sur le dossier de la sentence, pour ne pas avaliser la thèse des ultranationalistes qui veut faire croire que les personnes concernées qu'on veut dénationaliser sont des ressortissants haïtiens. Mais de concert avec d'autres pays et instances internationales, Haiti doit continuer à assurer un leadership diplomatique pour que ce dossier, qui est d'abord une question de droits humains, soit traité au plus haut niveau.

Dans cette perspective, le GARR demande à l'Etat haïtien de :

1- Prendre les mesures nécessaires pour assurer un meilleur contrôle de ses frontières afin d'éviter que des gens soient expulsé-es sur le territoire haïtien sous prétexte qu'ils sont suspectés d'origine haïtienne. Dans le cas où cette situation se présenterait, il faudra prendre des dispositions pour accueillir ces expulsés dominicains, documenter leurs cas et acheminer leurs dossiers auprès des juridictions internationales compétentes;

2- Suivre le traitement qui est accordé aux ressortissants haïtiens en République Dominicaine et exiger le respect des normes internationales et l'accord signé entre les deux pays sur les processus de rapatriement. Plusieurs cas ont été signalés ces derniers temps au GARR où des ressortissants haïtiens ont été maltraités, emprisonnés avant d'être déportés à la frontière. La décision de la cour constitutionnelle dominicaine ne doit pas détourner notre attention sur les cas de violation massive des droits des immigrants-es haïtiens-nes, dont certains travaillent dans des conditions infrahumaines sur le territoire dominicain.

3- Mettre tout en œuvre pour conserver l'espace de dialogue que les sociétés civiles des deux pays, qui veulent établir de nouveaux types de rapports sur l'île, se sont efforcés de construire depuis plus de 20 ans. Le principe de l'harmonie et du dialogue dans la justice et le respect mutuel doit être priorisé afin de faire échec à ce courant raciste qui cherche à empoisonner les relations sur l'île et qui est en train d'occuper des espaces importants de pouvoir en République Dominicaine.

Philippe Jean Thomas
Président du Conseil d'Administration du GARR
Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés 22 Novembre 2013

Suite de la page (6) Not pou....

nan peyi a, ki lage n kote nou ye a.

N ap denonse tout manèv k ap fèt pou detounen manifestasyon pèp la epi kreye anmenmtan konfizyon pou demobilize mouvman pitit Desalin yo.

N ap denonse tout politisyen ki vle pran woulib sou lit pèp la pou yo regle zafe eleksyon yo ak ekip Martely-Lamothe la.

Poukisa se jounen jodi a yo vle komemore Riyèl Vayan, alòske depi 1987 pèsonn pat janm panse ak sa? Ki sa Riyèl Vayan gen pou l wè ak kesyon deboulonnen Martelly-Lamothe ?

Tout politisyen k ap mande pou ale Riyèl Vayan yo, se devyasyon y ap fè, pou yo ale nan eleksyon ak ekip kaletèt la pou y al pataje gato elektoral la sou do pèp la.

N ap fè mas popilè yo konprann pa gen okenn eleksyon serye, kredib ak onèt ki posib ak gouvènman Martelly-Lamothe la sou kontwòl fòs okipasyon an Minista.

N ap mande tout pwogresis, ayisyen kou etranje, pou yo pote solidarite yo ak lit mas pèp ayisyen an nan kokennchenn batay pou voye Martelly-Lamothe ak Minista ale.

Noumenm nan Kodinasyon Desalin KOD nou sipòte lit etidyan yo pou otonomi invèsite a. Nou sipòte lit travayè faktori yo pou salè minimòm nan ogmante 500 gdes yon jounen . Nou sipòte lit fanm yo pou dwa yo respekte nan sosyete a. Nou sipòte tou, lit ti peyizan pòv yo pou bonjan refòm agrè fèt jan Papa Desalin te vle l, pou yo kab jwenn tè pou yo travay. Pou richès peyi a pataje ant tout pitit peyi a !

Aba Bill Clinton !

Mas popilè yo grandi nan lit la, se sèl òganizasyon otonòm pèp la ki kab mennen lit la jiskobou.

Wè pa wè fò k Martelly ale ! Randevou a kase devan anbasad Meriken nan Taba jou 29 novanm nan.

Libète ou Lanmò !
Aba Martelly-Lamothe!
Aba Okipasyon !
Aba tout restavèk enperyalis yo!
Viv lit mas popilè yo!
Mobilizasyon manch long jiskaske nou koupe ke makak la!

Sa k vle rete esklav Martelly ak Lamothe yo, ale, ale Riyèl Vayan!

Pitit Desalin yo ki vle goumen pou yon lòt Ayiti toutbonvre an nou rasanble pou nou monte devan anbasad Meriken!

Pou Kòdinasyon Desalin (KOD)
Henriot Dorcent
Oxygène David
Berthony Dupont

Madi 26 novanm 2013

Le Honduras entre dans une zone de turbulences !

Par Hélène Roux

Les élections du 24 novembre rompent avec le schéma d'affrontement entre deux partis traditionnels qu'a connu le Honduras depuis un siècle et demi. En effet, le Parti libéral, qui traditionnellement disputait le pouvoir au Parti national, paie le prix de sa participation active à la planification du coup d'État de 2009, par la défection d'une partie conséquente de ses militants. Deux candidats se disputent les suffrages de la majorité des électeurs. D'un coté, l'ancien président du Congrès Juan Orlando Hernandez, pour le Parti national et de l'autre, pour le Parti LIBRE (Liberté et refondation) Xiomara Castro, épouse du président Zelaya, déposé à la suite du coup d'État.

Avant le scrutin, plusieurs analyses s'accordaient sur le fait que quelque soit le gagnant, un changement profond serait inéluctable, que ce changement ne se ferait pas sans un grand dialogue national capable d'impliquer toutes les forces politiques du pays, enfin que la position des détenteurs du pouvoir économique et des forces armées serait déterminante pour atteindre (ou non) un fragile équilibre.



pour le Parti LIBRE (Liberté et refondation) Xiomara Castro, l'épouse de l'ex-président Zelaya

Avant le scrutin, le prêtre Ismael Moreno, directeur de Radio progreso – qui dépend de l'Equipe de réflexion, de recherche et de communication animé par les jésuites – voulait croire à la réussite de discussions apparemment menées en amont des élections par les deux principales forces politiques en lice. Mais à l'heure du dépouillement des voix, ce scénario qui se voulait optimiste pourrait céder la place à un autre bien plus inquiétant, que le père Ismael Moreno, en bon jésuite, n'avait pas exclu du champs des possibles.

Les bureaux de vote ont fermé à 17 heures finalisant un scrutin qui, dans la majeure partie du pays, s'est déroulé dans le calme.

Toutefois, derrière cette atmosphère apparemment « bon enfant », la tension, alimentée par le climat de polarisation extrême qui a marqué la campagne, était perceptible, principalement parmi les sympathisants de LIBRE. Les menaces (qui ont parfois été

Suite à la page (18)

François Hollande, sioniste de toujours

par Thierry Meyssan

François Hollande s'est fait élire président en cultivant les ambiguïtés. Il suffisait pourtant de relire ses déclarations antérieures pour constater son soutien sans faille à l'État d'Israël. Le changement qu'il avait annoncé à ses électeurs n'a pas eu lieu. Ce fut au contraire la continuité avec son prédécesseur. On ne peut que constater que la France a progressivement abandonné sa politique d'indépendance pour se tenir aux côtés des États-Unis et du dernier État colonial.

Certains commentateurs ont expliqué la position française lors des négociations 5+1 avec l'Iran comme dictée par l'Arabie saoudite, ou encore en faisant référence à la judéité de son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. C'est ignorer que la politique française au Proche-Orient a profondément changé en neuf ans.



Valérie Trierweiler et François Hollande reçus par Shimon Pérès et Benyamin Netanyahu (18 novembre 2013)

Tout a commencé, en 2004, avec la rupture entre Jacques Chirac et Bachar el-Assad. Le président syrien avait promis à son homologue français de favoriser Total lors d'un appel d'offres. Mais, lorsque la proposition française parvint au palais, elle était si désavantageuse pour le pays que le président se ravisa. Furieux, Jacques Chirac rompit avec la Syrie et présenta la résolution 1559 au Conseil de sécurité.

Puis, les Français élirent Nicolas Sarkozy sans savoir qu'il avait été partiellement élevé par un des principaux chefs de la CIA, Frank Wisner Jr. Non content d'avoir été fabriqué par les États-Unis, il s'était découvert des origines juives et avait cultivé ses relations israéliennes. Sa politique internationale était dictée par Washington, mais comme à l'époque il n'y avait pas de différence entre celle d'Israël et celle des États-Unis, il apparut seulement comme faisant bloc avec eux.

François Hollande avait été désigné durant 10 ans comme secrétaire général de son parti en raison de sa médiocrité : ne dirigeant aucun courant et n'étant vassal d'aucun leader, il pouvait tenir la maison en maintenant un équilibre entre les prétendants à l'Élysée. Il s'attacha à ne jamais avoir d'opinion personnelle, à rester le plus transparent possible. De sorte que durant sa campagne électorale présidentielle chacun crut avoir affaire à un homme modéré qui saurait s'entourer de personnalités éprouvées. Ses électeurs en sont les premiers meurtris.

La réalité de François Hollande ne se révéla qu'une fois parvenu à l'Élysée. Expert en politique

Suite à la page (18)

États-Unis : Panique à l'Université de Princeton face à une épidémie de méningite ... qu'un vaccin cubain pouvait traiter !

Les étudiants de l'Université de Princeton ont un problème pour lequel, ils n'en sont pas responsables. Depuis mars, sept d'entre eux ont contracté une méningite due à un micro-organisme à méningocoque de type B. Des vaccins qui marchent contre les microbes causant la plupart des cas de méningite bactérienne sont déjà disponibles aux États-Unis, mais pas un vaccin capable d'empêcher une méningite à méningocoque de type B. La conséquence, c'est que les étudiants de Princeton sont en danger. 55 millions de doses du vaccin de type B ont déjà été administrés dans 15 autres pays, essentiellement en Amérique latine.

Le nom du vaccin est VA-MEN-GOC-BC, et il vient de Cuba. En raison du blocus économique anti-cubain, les exportations cubaines en direction des Etats-unis sont interdites.

La panique régnant à

Suite à la page (18)

Pour la restitution à Cuba du territoire occupé par la base militaire US de Guantanamo

Des pacifistes du monde entier se sont donnés rendez-vous dans la province de Guantanamo pour exiger la restitution à Cuba du territoire illégalement occupé depuis plus d'un siècle par la base navale des États-Unis. Cette revendication était au centre du 3e Séminaire pour la paix et pour l'élimination des bases militaires étrangères, qui a tenu séance pendant trois jours dans la province de l'est de l'île.

Prenant la parole à ce séminaire, Silvio Platero, président du Mouvement cubain pour la paix et la souveraineté, a souligné que cette revendication est une question de principes. Pour sa part, René Gonzalez, président de l'Institut d'Histoire de Cuba, a qualifié la présence de la base navale des États-Unis à Guantanamo d'absurdité stratégique, militaire et politique.

Selon Gonzalez, l'enclave que les États-Unis occupent contre la volonté du gouvernement et du peuple cubains constitue un foyer de tension susceptible de servir de prétexte à une agression. « Cette base est d'autant plus absurde que plusieurs hauts responsables militaires étasuniens ont signalé que Cuba ne constitue aucune menace pour la sécurité nationale des États-Unis », a-t-il rappelé.

Parmi les personnalités présentes à ce séminaire figuraient la présidente du Conseil mondial pour la paix,

Suite à la page (18)

¡Hasta siempre Comandante!, Chavez pour toujours!

Les 7 péchés d'Hugo Chavez (I)

Ndlr. Ce texte est relativement long. Nous le publierons en deux temps.

Les 7 péchés d'Hugo Chavez est un livre de Michel Collon, écrivain Belge et journaliste d'investigation, qui comporte 408 pages et 20 chapitres, sorti des presses en 2009, est d'une lecture fort simple, captivant et d'un style narratif, basé sur des contacts avec les acteurs, ce qui le rend hautement fiable s'il en était besoin, on a dans les mains les fruits d'une enquête de journaliste. Il va au-delà de ce que le titre laisse présager pour donner des informations qui bien utilisées peuvent rendre un grand service aux africains qui ont du reste subi la colonisation au même titre que les latino-américains.

C'est ainsi qu'il ouvre un pan de voile sur les activités scandaleuses et maffieuses des multinationales et les ONG US, pour ceux qui se font encore des illusions sur les desseins des impérialistes, ils auront tout simplement froid au dos, le récit est précis et fondé exclusivement sur des faits et déclarations des principaux concernés. Il parle là d'un pays qui a de nombreuses similitudes avec le nôtre, d'où le double intérêt que présente la connaissance de cet ouvrage, c'est un pays qui a 26 millions d'habitants, juste un peu moins que le Cameroun, des terres fertiles et parmi les premiers producteurs de pétrole au monde mais qui a souffert des privatisations qui



Hugo Chavez

n'ont profitées qu'aux multinationales US.

C'est un véritable livre de chevet pour tout Africain qui se demandait encore pourquoi l'Afrique si riche est pauvre, ou alors qui se demandait comment faire pour sortir de ce pétrin ? Loin d'être une note de lecture journalistique, ce travail est un raccourci du livre pour ceux qui veulent connaître et n'aiment pas la lecture mais pour les curieux, ce livre est une véritable mine d'or. Des morceaux choisis pour un vrai éducateur.

Le 1er péché de Chavez est d'avoir alphabétisé son peuple grâce à la Mission Robinson qui a formé 1,5 millions d'analphabètes, « J'ai appris à lire grâce à notre président » déclare une maman de 73 ans. Les impérialistes savent qu'un peuple éduqué peut bien comprendre les méthodes utilisées pour le pillage des richesses. .

Suite à la page (18)

Suite de la page (17) Les 7 péchés…

« En général, on considère que les dictateurs n'ont pas d'intérêt à ce que leur peuple sache lire, écrire et développer l'esprit critique.» Chavez arrive en 1999 avec 80% de la population en dessous du seuil de pauvreté, où moins de 20% de jeunes arrivent au secondaire et 5% de jeunes entre à l'université. La campagne débute le 1er juillet 2003 baptisé Yo si puedo « oui je peux » par mimétisme au Cuba voisin victime d'un embargo US depuis 1959, beaucoup de volontaires s'engagent dans cette campagne avec 84 dollars par mois pour déplacement et repas.

Campagne par méthode audiovisuelle appuyée par Fidel Castro qui envoi tout le matériel et des lunettes, le budget de l'éducation est passé à 4,6% du PIB en 2004, en 2 ans, 1,5 millions s'alphabétisent, soit 1% seulement d'analphabètes restant au Venezuela, loin au-delà du planché fixé l'UNESCO à 4%. Chavez sait mieux que quiconque qu'un peuple mal éduqué est facile à manipuler. Cet exploit passe curieusement sous silence des médias internationaux qui n'ont autre chose à dire de Chavez que de dictateur populiste, exactement comme tout ce que Kadhafi a fait en Libye est passé sous silence pendant et après les bombardements en 2011. La campagne Yo si puedo seguir vise le secondaire et la Mission Sucre prépare le supérieur avec création des universités et offre des bourses de 100 dollars par mois à près de 76.000 étudiants et dès 2006, 20 nouvelles universités sont créées pour près de 450.000 étudiants.

Avec Chavez, on passe d'une éducation vue comme marchandise à une éducation comme solidarité et plus humaine. Aujourd'hui, la solution Chavez a marché et le budget de l'éducation est de 9% PIB, tout le contraire de ce que proposent le FMI et la BM. En Asie 1 jeune sur 2 est analphabète et en Afrique noire, 1 jeune sur 4 l'est. Chavez sort des discours pour faire de l'écriture qui est un miracle, un droit fondamental de l'homme.

Le 2ème péché c'est qu'il fait du droit à la santé une priorité: Michel Collon part d'une anecdote fort émouvante pour présenter ce problème de santé que rencontrent les vénézuéliens avant Chavez, il parle d'un jeune français qui a eu une crise de pneumonie et qui est reçu dans une clinique où il reçoit en tout et pour tout une perfusion en attendant qu'on aille chercher de l'argent pour les soins. Son ami rentre chercher de l'argent et revient trouver le malade toujours aux urgences entrain de crier sans émouvoir personne, il sort de trois jours de soins avec une ardoise de 1250 euros.

Avant Chavez, 2/3 n'avaient jamais consulté un médecin ni avoir un vaccin. La santé était une marchandise et non un droit. Dès 1999, la santé devient un droit fondamental et inscrit dans la constitution. En 2003, il reçoit 58 médecins de CUBA qui engagent la campagne Libertador. En 2004, il reçoit 18.000 médecins et aides soignants cubains dévoués et chevronnés. Cette mission doit sa réussite au dévouement des cubains, à la détermination de Chavez et au financement de l'Etat. 17 millions de vénézuéliens ont profité de ce système de santé grâce au refus de la dictature du fric en médecine. Les centres de santé qui jonchent aujourd'hui tous les quartiers du Venezuela n'ont rien à voir avec nos hôpitaux, là-bas, il y a le scanner partout et du matériel dernier cri. On n'est pas dans la phase de soin, on parle désormais beaucoup plus de prévention, tout est gratuit à l'hôpital de Chavez.

Le 3ème péché c'est qu'il croit que chacun peut manger à sa faim : Les Casa de alimentacione sont des restaurants populaires où tous ceux qui n'ont pas de quoi se mourir peuvent avoir un repas complet par jour. Les supermarchés US ne peuvent plus vendre la production subventionnée venant des USA. Ces restaurants sont ravitaillés par l'Etat. On dénombrait près de 4000 casa en 2005. Les élèves ont trois repas par jour à l'école. Chavez prouve qu'on peut nourrir son peuple pendant que 30 millions meurent chaque année de faim dans le monde. Un enfant qui a faim a une mémoire et une attention faibles et ne saurait bien apprendre.

Selon le FAO, un enfant meurt de faim toutes les 5s sur la planète alors qu'on produit 110%des besoins, il faut juste 24 milliards dollars pour vaincre de moitié, soit 10% de la fortune des dix américains les plus riches. Grace aux casa, il y a de moins en moins de mendiants à Caracas qu'à New York ou Paris. Les magasins Mercal vendent à 40 ou 50% moins chers, près de 13 millions d'habitants se ravitaillent dans 15600 Mercal. Chavez a une phrase fétiche : « Pour abolir la pauvreté, il faut donner le pouvoir aux pauvres »

Á suivre

FOCACOM. Forum Camerounais pour la Communication.
9 octobre 2012

Suite de la page (17) Pour la restitution à Cuba...

la Brésilienne Maria do Socorro Gomes, et l'ancien procureur général des États-Unis, Ramsey Clark.

Les autorités cubaines sont opposées à la présence de cette enclave militaire, considérée comme la plus ancienne base des États-Unis hors du continent nord-américain et la seule située dans un pays n'ayant pas de relations diplomatiques avec eux. Elle constitue une violation de la souveraineté et de l'intégrité de Cuba, ainsi que du Droit international.

Depuis 2002, la base navale abrite une prison militaire de haute sécurité que les États-Unis ont transformée en un centre de torture. Rappelons que Washington a occupé ce territoire au début du XXe siècle en vertu d'instruments juridiques imposés à Cuba comme condition pour accéder à son indépendance formelle, suite au retrait de l'armée coloniale espagnole.

Ce Séminaire, de fréquence biennale, qui réunit des dirigeants de mouvements populaires, pacifistes et des activistes sociaux de nombreux pays, se veut une tribune pour exiger la fin de la domination impérialiste.

Granma
PL, La Havane, le 20 Novembre 2013.

Suite de la page (17) François Hollande, sioniste de toujours

intérieure, il ne connaît pas grand-chose aux relations internationales. Dans ce domaine, ses convictions lui viennent d'illustres personnalités socialistes.

Ainsi, a t-il placé son investiture sous les auspices de Jules Ferry, théoricien de la colonisation. Dans Le Figaro, son ami, le président israélien Shimon Pérès l'a comparé élogieusement à Léon Blum et à Guy Mollet, bien que celui-ci ne soit plus populaire en France. En 1936, le premier avait proposé de doubler le Royaume-Uni en créant l'État d'Israël au Liban, qui était alors sous mandat français. En 1956, le second tenta de s'emparer du Canal de Suez avec l'aide de l'armée israélienne.

Durant ses dix années à la tête du Parti socialiste, François Hollande a limité ses interventions sur le Proche-Orient, dont voici un bref florilège :

• En 2000, alors que le Sud du Liban est occupé, il prépare avec Bertrand Delanoe le voyage du Premier ministre Lionel Jospin en Palestine. Son discours comprend une condamnation du Hezbollah qu'il assimile à un groupe terroriste.

• En 2001, il exige la démission du géopoliticien Pascal Boniface, coupable d'avoir critiqué dans une note interne le soutien aveugle du Parti à Israël.

• En 2004, il écrit au Conseil supérieur de l'Audiovisuel pour remettre en cause l'autorisation d'émettre sa donnée à Al-Manar. Il ne cessera ses pressions qu'une fois la chaîne de la Résistance censurée.

• En 2005, il est reçu à huis clos par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Selon le compte rendu de la réunion, il aurait apporté son soutien à Ariel Sharon et aurait vivement critiqué la politique arabe gaulliste. Il aurait déclaré : « Il y a une tendance qui remonte à loin, ce que l'on appelle la politique arabe de la France et il n'est pas admissible qu'une administration ait une idéologie. Il y a un problème de recrutement au Quai d'Orsay et à l'ENA et ce recrutement devrait être réorganisé ».

• En 2006, il prend position contre le président Ahmadinejad qui a invité à Téhéran des rabbins et des historiens, dont des négationnistes. Il feint d'ignorer le sens du congrès, qui visait à montrer que les Européens avaient substitué la religion de l'Holocauste à leur culture chrétienne. Et, à contre-sens, il explique que le président iranien entend nier le droit des Israéliens à exister et qu'il s'apprête à poursuivre l'Holocauste.

• Il se mobilise pour la libération du soldat israélien Gilad Shalit, au motif que celui-ci dispose de la double nationalité française. Peu importe que le jeune homme ait été fait prisonnier alors qu'il servait dans une armée d'occupation en guerre contre l'Autorité palestinienne, également alliée de la France.

• En 2010, il publie avec Bertrand Delanoe et Bernard-Henri Lévy, une tribune libre dans Le Monde pour s'opposer au boycott des produits israéliens. Selon lui, le boycott serait une punition collective, infligée aussi aux Israéliens qui œuvrent à la paix avec les Palestiniens. Un raisonnement qu'il n'avait pas tenu lors de la campagne similaire contre l'apartheid en Afrique du Sud.

En définitive, avant le rapprochement franco-saoudien, et même avant d'être président, François Hollande avait déjà exprimé son soutien à l'État colonial israélien. Et il avait déjà condamné l'Axe de la Résistance (Iran, Syrie, Hezbollah). La vérité est donc inverse : appliquant l'Accord du Quincy, l'Arabie saoudite s'est rapprochée de la France en raison de sa politique pro-israélienne.

La politique du Parti socialiste en général et de François Hollande en particulier trouve ses racines dans le colonialisme du XIXe siècle, dont Jules Ferry fut un héraut et Theodor Herzl un promoteur. Aujourd'hui, les sionistes du parti se sont regroupés à l'initiative de Dominique Strauss-Kahn au sein du discret et puissant Cercle Léon Blum… dont le président d'honneur, Jean-Marc Ayrault, est devenu Premier ministre de François Hollande.

Suite de la page (17) États-Unis : Panique à...

Princeton a conduit l'Administration américaine pour les médicaments et l'alimentation à autoriser les Centres de contrôle et de prévention des maladies à importer assez de vaccins de type B BEXSERO, développés par l'entreprise suisse Novartis, pour vacciner les 8 000 étudiants de Princeton. BEXSERO est nouveau et vient d'être déclaré prêt à l'usage dans l'Union européenne et en Australie.

La méningite, c'est une inflammation de la membrane enveloppant le cerveau ainsi que la moelle épinière. Sans traitement de la méningite bactérienne, les dégâts sur les structures cérébrales sont probables et de nombreux survivants restent dans des conditions de handicap terribles. Même avec un traitement, 10 % des personnes infectées meurent. Les mêmes agents bactériens pathogènes peuvent être responsables d'infection de la circulation sanguine potentiellement mortelle. En 2000, les méningites ont causé 171 000 décès dans le monde entier, selon l'OMS.

Des vaccins existent, à usage préventif, contre les trois micro-organismes le plus souvent associés aux méningites bactériennes, la bactérie à méningocoque en faisant partie. Des vaccins sont disponibles aux Etats-unis pour lutter contre les quatre types de méningocoques. Il n'y a pas de vaccins aux Etats-unis contre le cinquième type, la forme de type B. Actuellement, les maladies de type B comptent pour un tiers des cas de méningites aux Etats-unis.

Le système de santé public cubain comprend non seulement des soins curatifs et préventifs mais aussi une industrie et une recherche biomédicales. En réponse à une épidémie de méningite de type B qui a commencé en 1976, l'Institut Finley de Cuba, dirigé par le Dr. Concepcion Campa, a développé le VA-MENGO-BC, mené des essais, et lancé le vaccin en 1991.

Au plus fort de l'épidémie, l'incidence générale des méningites de type B était de 14,4 victimes pour 100 000 personnes. Le taux d'enfants de moins de 6 ans dépassait les 160 pour 100 000. Le taux général d'infection en 1989, avant l'introduction du vaccin, était de 6,5 pour 100 000. Il est tombé à 0,8 pour 100 000 en 1993 et à 0,2 pour 100 000 en 2006. Les observateurs du monde entier s'accordent à dire que le vaccin protège les individus et empêche la maladie de se propager. Les épidémiologistes ont rencontré des succès comparables dans d'autres pays, notamment au Brésil où des millions de personnes ont reçu le vaccin cubain. Les effets indésirables ont été minimes. Conformément à sa conception, le vaccin s'est révélé aussi efficace pour protéger contre les méningites de type C.

Les scientifiques ont éprouvé des difficultés à parvenir à un vaccin de type B utile, essentiellement parce que la matière dans la couche de polysaccharide du micro-organisme utilisée comme anti-gène potentiel était souvent non-reconnue comme matière étrangère par l'hôte humain. Par conséquent, ils ne parvenaient pas à stimuler la production d'anticorps protecteurs. Novartis se gargarise de son vaccin BEXSERO, pour la large gamme de protection de type B qu'il apporte, résultat de quatre nouveaux éléments anti-gènes utilisés dans sa fabrication. Les scientifiques cubains, toutefois, sont heureux de constater que cela ressemble à la protection que leur vaccin offre contre les souches de type B « qui diffèrent de la souche vaccinale ».

Outre les difficultés techniques nécessitant du temps et de l'argent supplémentaires, et de l'absence d'une épidémie à traiter, il n'est pas évident de comprendre pourquoi les Etats-unis n'ont jamais développé un vaccin contre les méningites de type B. Mais pourquoi Cuba l'a fait. Cela devient clair quand on écoute l'explication du Dr. Concepcion Campa, elle date de 2007 : « Cuba a une approche de la recherche qui ne prend pas seulement en compte la santé de la population cubaine, mais aussi celle de la population mondiale, en particulier des plus pauvres (…) Dans de nombreux pays, y compris les Etats-unis, des enfants de tous âges meurent de méningite de type B. »

Quand l'intervieweur lui demande : « Quels pays utilisent le vaccin cubain ? Est-il vendu, donné ou échangé ? », Campa lui répond : « Le vaccin a été donné à des pays africains, en Uruguay, où il y a eu une grosse épidémie, et il est utilisé dans des campagnes de vaccination au Brésil, en Colombie et dans d'autres pays. Concernant les ventes de vaccin, nous prenons généralement en considération où le vaccin sera administré. Ce n'est pas la même chose de vendre un vaccin au secteur privé, où cela va coûter les yeux de la tête, et à un système de santé public pour des campagnes de vaccination, ou quand il y a une épidémie (…) les Cubains ont en général un lien très spécifique car partout où il y a de la souffrance, c'est nous qui souffrons également (…) Les pays en voie de développement ont moins de possibilités de soulager cette douleur ».

Article publié dans People's World, journal communiste américain
Solidarite-internationale 23 novembre 2013

Suite de la page (17) Le Honduras entre dans une

mises à exécution), les tracasseries administratives dont nombre d'entre eux ont fait l'objet, ainsi que les nombreuses irrégularités constatées dans le registre électoral, ou encore l'absence de fiabilité du système de transmission des résultats (également soulignée par les observateurs de l'Organisation des Etats américains -OEA-) ont conforté le soupçon qu'une fraude, orchestrée au plus haut niveau, était en préparation.



L'ancien président du Congrès Juan Orlando Hernandez, pour le Parti national

Dès 18 heures, les premiers résultats une par urne diffusés par radio TV Globo semblaient pourtant très favorables à Xiomara Castro, lui conférant, dans de nombreux cas, une avance considérable sur son principal rival. À 19 heures, selon Radio Globo, les sondages à la sortie des urnes confirmaient cette tendance. Pourtant, peu après, les premiers pourcentages annoncés par le Tribunal suprême électoral (TSE), faisaient état d'abord d'une différence minime entre les deux candidats puis, vers 20 heures, d'un avantage confortable du candidat du Parti national Juan Orlando Hernandez (34,15%) contre 28,45% pour Xiomara Castro. Parallèlement des informations faisant état d'annulations injustifiées de votes, de subornation de scrutateurs où d'actes transmis avant la fin du scrutin commençaient à se multiplier.

C'est en se fondant sur ces éléments et sur les failles constatés du système de transmission des résultats que les dirigeants de LIBRE ont d'abord appelé leurs militants à défendre leurs suffrages et à rester présents dans les bureaux de vote. Plus tard dans la soirée, alors que le TSE déclarait disposer de résultats consolidés pour 42% des bureaux de votes, le candidat du Parti anti-corruption (PAC), Salvador Nasralla, un présentateur-vedette de télévision arrivé en 4ème position, s'est dit prêt à féliciter le vainqueur à condition que sa victoire ne soit pas entachée de fraude. Pour sa part, l'ancien président José Manuel Zelaya, en sa qualité de coordinateur de LIBRE, annonçait que les résultats officiels ne correspondaient pas avec les chiffres recueillis par son parti. Il dénonçait qu'au moins 20% d'entre eux manquaient de toute consistance. En élisant de nouveaux dirigeants, les Honduriens espéraient sans doute se débarrasser du lourd fardeau de la violence et de l'insécurité qui constituent déjà leur quotidien. S'y ajoute désormais celui de l'insécurité politique. Nul ne peut désormais prédire quand et dans quel état le pays sortira de la zone de turbulences dans laquelle il semble avoir été engagé.

Mémoire des luttes
25 novembre 2013

Suite de la page (12) La verit...

Grâce à des snipers et à des commandos, ils ont fait croire à une répression sanglante. Cependant, en mars-avril 2012, après la chute de l'Émirat islamique de Baba Amr, Nicolas Sarkozy négociait le retrait de la France, tandis qu'en mai les Syriens commençaient à douter des reportages d'Al-Jazeera, et qu'en juin Washington acceptait sa défaite lors de la Conférence de Genève.

Durant cette période, les combattants étaient soit des takfiristes syriens (dont 3 000 furent faits prisonniers à Baba Amr), soit des professionnels étrangers, surtout les membres libyens d'Al-Qaïda commandés par Abdelhakim Belhaj. Ensemble, ils formaient l'Armée syrienne libre, encadrée par des officiers britanniques et français, et disposant de l'assistance logistique de la Turquie.

Juillet 2012-août 2013 : la guerre nicaraguayenne

L'élection de François Hollande à la présidence française et la nomination du sioniste Laurent Fabius au ministère des Affaires étrangères a relancé la guerre. S'appuyant sur la CIA du général David Petraeus et sur le savoir-faire de l'ambassadeur Robert S. Ford (ancien assistant de John Negroponte), la France lançait le signal d'une nouvelle guerre, de type nicaraguayen cette fois, en réunissant à Paris les « Amis de la Syrie », le 6 juillet 2012. Deux semaines plus tard, un méga-attentat décapitait les armées en assassinant les membres du Conseil national de sécurité. Immédiatement 40 000 jihadistes étrangers, appuyés de quelques milliers de Syriens et encadrés par des officiers français et britanniques, se lançaient à l'assaut de Damas. Ce fut le moment de vérité. Les Syriens, jusque là très passifs, aidèrent leur armée à défendre la capitale et à repousser les envahisseurs. Il s'en suivit un an d'une guerre cruelle et meurtrière qui fit plus de 100 000 martyrs.

Durant cette période, les États-Unis se tinrent en retrait, laissant leurs alliés faire le travail sur place. Tout au plus tentèrent-ils de peser sur le Qatar et l'Arabie saoudite pour limiter le poids des jihadistes et favoriser les mercenaires laïques. Des centres de recrutement furent ouverts en Tunisie ou en Afghanistan. Des ponts aériens furent organisés depuis la Libye ou le Yémen pour acheminer des dizaines de milliers de jihadistes qui venaient mourir en Syrie. Comme au Nicaragua, il se trouva des Syriens pour les soutenir, mais en définitive ils servirent plutôt à contrôler les « zones libérées » qu'à se battre face à face avec l'armée régulière.

D'août 2013 à aujourd'hui : l'échec de l'Otan

Constatant leur nouvel échec, les puissances de l'Otan et du CCG tentèrent de passer outre les vetos russes et chinois au Conseil de sécurité. En organisant un crime auquel elles donneraient une immense portée symbolique, elles justifieraient une intervention internationale pour protéger la population civile. De la sorte, elles pourraient en finir en bombardant le pays comme elles l'avaient fait en Libye.

L'attaque chimique de la ghoutta, le 21 août 2013, a été organisée par l'Otan. Les armes ont été acheminées depuis une caserne de l'armée turque jusqu'à Damas et les médias de guerre habituels ont été mobilisés pour faire de cet épisode un événement plus grave que tous les autres.

Mais le déploiement imprévu de la flotte russe au large des côtes méditerranéennes aurait contraint le Pentagone à donner l'attaque depuis la Mer Rouge en survolant la Jordanie et l'Arabie saoudite, c'est-à-dire en plongeant leurs alliés dans la guerre. Washington ayant renoncé à entrer dans un conflit régional, la diplomatie US s'attache depuis à préparer la conférence de Genève 2.

Genève 2

La conférence de Genève 2, qui se tiendra probablement fin janvier 2014, devra mettre un terme à trois ans de guerre. Selon la version que l'on retiendra des événements, la Syrie aura traversé une guerre civile ou elle sera sortie victorieuse d'une agression étrangère.

Ce sont les dirigeants occidentaux et du Golfe qui sont responsables de la guerre et qui portent la culpabilité de la mort de 120 000 Syriens et de dizaines de milliers de jihadistes.

Suite de la page (12) la mexique

ou des marginaux qui sont exposés actuellement à une attitude très agressive des différentes forces de sécurité.

L'assemblée législative du District fédéral, la capitale mexicaine, étudie actuellement une loi libérale sur la consommation de la marijuana, comme elle l'a fait avec succès pour l'avortement et le mariage homosexuel. C'est un premier pas. Le suivant devrait être une initiative diplomatique énergique du gouvernement fédéral pour sortir le débat sur la drogue du cadre régional de l'OEA et le porter au niveau mondial devant l'ONU, le FMI, l'OCDE et le GAFI, avec une approche géopolitique et pluridisciplinaire qui aboutirait à la renégociation des conventions sur la drogue pour en annuler leur dimension prohibitionniste. Cette initiative devrait être accompagnée d'un large débat national sur le régime de la légalisation contrôlée. La société mexicaine peut apporter beaucoup dans ce débat essentiel. Au niveau international, le prestige du Mexique se trouverait rehaussé, s'il prenait la tête d'un mouvement de fond pour changer radicalement une approche dont l'échec n'est plus à démontrer.

La pire des politiques est de ne pas avoir de politique.

Notes

[1] Lire le document : http://www.oas.org/consejo/fr/AG/CPREPGT43AG.asp

[2] Site officiel : http://bdoc.ofdt.fr/pmb/opac_css/index.php?lvl=publisher_see&id=70

[3] L'Initiative Merida est l'équivalent du Plan Colombie pour le Mexique. Il s'agit de la mise en place d'une "coopération" renforcée avec Washington, (présence officielle d'agents américains sur le territoire mexicain pour participer aux échanges de renseignements, entrainement et formation de l'armée mexicaine, de la police fédérale, financements pour des équipements - hélicoptères, armement, télécom ; etc.-)

Mémoire des luttes
19 novembre 2013

Suite de la page (8)

nécessaires et utiles à leur longévité. Le secteur privé de la santé en Haïti est très actif et très présent. Vous êtes traités selon votre porte monnaie. Mais nous avons constaté que les soins offerts ne sont pas tellement différents de ceux des hôpitaux publics. En revanche, leurs infrastructures demeurent certes plus acceptables. Mais pas plus. Tout est une affaire de réputation. Manque de produits de première nécessité dans le domaine médical. Rareté de médicaments. Problèmes d'eau courante et d'énergie électrique. Parfois des bâtiments aussi mal entretenus que leurs concurrents publics.

Outre le secteur privé haïtien de la santé, il existe un autre secteur évoluant aussi dans ce domaine : les ONG. Plusieurs Organisations Non Gouvernementales travaillant en Haïti, en effet, ont choisi d'évoluer dans le secteur de la santé. Le manque de moyens économiques de la population et la déficience des pouvoirs publics laissent le champ libre à toute initiative en la matière. Ainsi, des organisations humanitaires type Médecins du Monde, Médecins sans Frontières et d'autres moins connues de la place possèdent des hôpitaux ou centres de santé dans le pays surtout dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Ces organisations humanitaires, pour les services apportés au plus vulnérables rendent un service colossal à un pan entier de la population.

Elles étaient en première ligne au lendemain de la catastrophe de janvier 2010. Malheureusement comme pour les centres hospitaliers publics et privés, les infrastructures médicales d'accueil de ces organismes ne sont pas plus à la hauteur que les autres. Ces hôpitaux et cliniques se situent tous dans les quartiers défavorisés et pauvres où il n'y a aucune exigence architecturale et esthétique. Ensuite, il ne faut pas le cacher. Ces ONG mènent grand train de vie avec d'énormes subventions qu'elles reçoivent de leurs pays respectifs sans compter les dons en nature des grandes institutions internationales préférant passer par elles pour venir en aide à Haïti.

Conclusion

En conclusion, et dans les hôpitaux du secteur public et dans ceux du privé y compris les institutions hospitalières dirigées par des organisations non gouvernementales, le parcours demeure long et rocailleux à toutes celles et ceux voulant se faire soigner convenablement dans le pays. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'aucun dignitaire haïtien ne se fait soigner au pays, leur famille non plus. Quant à la bourgeoisie haïtienne, c'est bien compréhensible qu'elle fasse venir un avion médicalisé pour l'emmener vers Miami.

C.C
Ndlr. Les intertitres sont de la rédaction.



